



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 17 NOVEMBRE 1906.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3293

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du deuxième jour de novembre 1906, de nommer Barré Dowling, de Wargrave, Beaufort Road, Kingston-on-Thames, Londres, Angleterre, écuyer, solliciteur, commissaire pour recevoir des affidavits sous l'autorité de l'article vingt sept du code de procédure civile de la province de Québec.

3677

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du deuxième jour de novembre 1906, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District d'Arthabaska.—M. Léon Samson, agent d'affaires, de Stanfold, dans le comté d'Arthabaska.

District de Québec.—MM. Benjamin Paquet, fils d'Adolphe, de Saint-Nicholas, Joseph Olivier, fils de Sylvestre, Joseph Olivier, fils de Sylvestre, Joseph Olivier, fils d'Ephrem, de Saint-Nicholas, dans le comté de Lévis, tous cultivateurs, et Georges Vallières, marchand, de Québec.

District de Saint-François.—MM. Robert Scott, jr., commerçant, de Scotstown, canton de Hampdon, John J. McLeod et Philip A. Barbeau, com-

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 17th NOVEMBER, 1906.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3294

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the second day of November, 1906, to appoint Barré Dowling, of Wargrave, Beaufort Road, Kingston-on-Thames, London, England, esquire, solicitor, a commissioner to receive affidavits under the authority of article twenty seven of the code of civil procedure of the province of Québec.

3678

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the second day of November, 1906, to associate to the commission of the peace for the :

District of Arthabaska.—Mr. Léon Samson, business agent, of Stanfold, in the county of Arthabaska.

District of Québec.—Messrs. Benjamin Paquet, son of Adolphe, of Saint Nicholas, Joseph Olivier, son of Sylvestre, Joseph Olivier, son of Ephrem, of Saint Nicholas, in the county of Lévis, all farmers, and Georges Vallières, merchant, of Québec.

District of Saint Francis.—Messrs. Robert Scott, jr., trader, of Scotstown, township of Hampdon, John J. McLeod and Philip A. Barbeau, traders,

merçants, de Cookshire, canton Eaton, Peter Young, cultivateur, de Red Mountain, canton de Lingwick, D. H. Morrison Gould, commerçant et marchand de bois, canton de Lingwick. 3703

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du deuxième jour de novembre 1906, de nommer M. James Johnstone Riley, surintendant des pilotes, de la cité de Montréal, juge de paix sous l'autorité de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur toute la province. 3701

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la foi, etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, *Procureur - Général.* { ATTENDU que MM. J. A. Archambault, John Leonard, C. O. Genest et C. F. Olivier, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Sherbrooke, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des dits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de L'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie, dans le comté de Compton, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de L'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie, dans le comté de Compton, est formée d'une partie du canton de Compton, comprenant un territoire d'environ huit milles de longueur sur sept milles de profondeur, dont le périmètre peut être décrit comme suit, savoir ; partant du coin nord-est du lot numéro vingt-huit, du septième rang de Compton, le cordon entre les septième et huitième rangs de ce canton jusqu'à la ligne séparative des lots numéros 26 et 25 ; de là, vers l'ouest, cette ligne séparative jusqu'au cordon entre les quatrième et cinquième rangs de ce canton ; de là, vers le sud, ce cordon jusqu'à la ligne séparative des numéros 19 et 20 ; de là, vers l'ouest, cette ligne séparative jusqu'au cordon entre les troisième et quatrième rangs ; de là, vers le sud, ce cordon jusqu'à la ligne séparative des lots numéros 17 et 18 ; de là, vers l'ouest, cette ligne séparative jusqu'au cordon entre les deuxième et troisième rangs ; de là, vers le sud, ce cordon jusqu'à la ligne séparative des lots 4 et 5 ; de là, vers l'ouest, cette ligne séparative jusqu'à la limite ouest du canton de Compton (ou ligne entre les cantons Compton et Hatley) ; de là, vers le nord, cette dernière ligne jusqu'à la limite nord des dits cantons ; de là, vers l'est, la ligne séparative des cantons Compton et Ascot jusqu'au point de départ susdit. Les numéros ci-dessus sont ceux de l'arpentage primitif du dit canton Compton.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établis-

of Cookshire, township Eaton, Peter Young, farmer, of Red Mountain, township of Lingwick, D. H. Morrison Gould, trader and wood dealer, township of Lingwick. 3704

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the second day of November, 1906, to appoint Mr. James Johnstone Riley, superintendent of pilots, of the city of Montreal, a justice of the peace in virtue of article 2572 of the S. R. P. Q., with jurisdiction over the entire province. 3782

Proclamations

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c. To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, *Attorney General.* { WHEREAS Messrs. J. A. Archambault, John Leonard, C. O. Genest and C. F. Olivier, commissioners duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Sherbrooke, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said Statutes, made to the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of L'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie, in the county of Compton, in the said Roman Catholic Diocese of Sherbrooke, to be as follows, that is to say :

The parish of L'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie, in the county of Compton, is formed of a part of the township of Compton, comprising a territory of about eight miles in length by seven miles in depth, whose perimeter may be described as follows, to wit : starting from the north east corner of lot number twenty eight, of the seventh range of Compton, the division between the seventh and eight ranges of this township to the dividing line of the lots numbers 26 and 25 ; from thence, towards the west, this dividing line to the division line between the 4th and 5th ranges of this township ; from thence, towards the south, this line to the division line of the numbers 19 and 20 ; from thence, towards the west, this dividing line to the division line between the 3rd and 4th ranges ; from thence, towards the south, this line, to the dividing line between the lots numbers 17 and 18 ; from thence, towards the west, this dividing line to the division line between the 2nd and 3rd ranges ; from thence, towards the south, this dividing line to the division line of the lots 4 and 5 ; from thence, towards the west, this dividing line to the west limit of the township of Compton (or line between the townships Compton and Hatley) ; from thence, towards the north, this last line to the north limit of the said townships ; from thence, towards the east, the dividing line of the townships Compton and Ascot to the starting point above mentioned. The foregoing numbers are those of the primitive survey of the said township Compton.

Now KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do

sons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de L'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie ci-dessus décrites.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de L'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits Statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce HUITIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

3697

Canada,
Province de
Québec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **A**T TENDU que
Assistant-Procureur-Général. } MM. J. A. Archambault, C. O. Genest et C. F. Olivier, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Sherbrooke, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des susdits statuts, fait un rapport de leur opinion au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Claude, dans le comté de Richmond, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Claude, dans le comté de Richmond, formée de parties des cantons Cleveland, Shipton et Windsor, et comprenant un territoire d'environ dix milles de longueur du nord-ouest au sud-est sur six milles de largeur du nord-est au sud-ouest, dont le périmètre est formé des lignes suivantes, savoir : partant du coin sud du lot numéro douze, du neuvième rang de Windsor, le sillon entre les neuvième et dixième rangs de ce canton jusqu'à la ligne séparative des lots Nos sept et huit ; de là, cette ligne séparative jusqu'à la limite sud-ouest de la moitié nord-est du lot No 7, du dit dixième rang ; de là, cette dernière limite et les limites sud-ouest des moitiés nord-ouest des lots numéros six, cinq et quatre jusqu'au lot No trois ; de là, la ligne entre les numéros trois et quatre du même rang jusqu'au onzième rang ; de là, la ligne séparative des dixième et onzième rangs jusqu'à la limite sud-est de Cleveland ; de là, cette

confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of L'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie aforesaid.

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of L'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and I others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, the EIGHTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, in the sixth year of Our Reign.

By Command.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

3698

Canada
Province of
Quebec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **W**HEREAS Messrs.
Assistant Attorney General } J. A. Archambault, C. O. Genest and C. F. Olivier, commissioners duly appointed for the purposes of the chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Sherbrooke, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said Statutes made to the Lieutenant-Governor of Our said province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Claude, in the county of Richmond, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint Claude, in the county of Richmond, formed of parts of the townships Cleveland, Shipton and Windsor, and comprising a territory of about ten miles in the length from the north west to the south east by six miles in width, from the north east to the south west, whose perimeter is formed by the following lines, namely : starting from the south corner of lot number twelve, of the ninth range of Windsor, the line between the ninth and tenth ranges of this township to the dividing line of the lots numbers seven and eight ; from there, this dividing line to the south west limit of the north east half of lot No. 7, of the said tenth range ; from there, this last limit and the south west limits of the north west halves of lots numbers six, five and four to lot No. three ; from there, the line between the numbers three and four of the same range to the eleventh range ; from there, the separating line of the tenth and eleventh

dernière limite jusqu'au cordon entre les douzième et treizième rangs de Cleveland ; de là, ce cordon jusqu'à la limite nord-ouest du lot numéro cinq ; de là, cette dernière limite jusqu'au cordon entre les onzième et douzième rangs de Cleveland ; de là, ce cordon jusqu'à la limite nord-ouest du lot No neuf ; de là, cette limite jusqu'au cordon entre les septième et huitième rangs de Shipton ; de là, vers le sud-est, ce dernier cordon jusqu'à la ligne séparative des lots quatre et cinq ; de là, suivant cette ligne séparative jusqu'au cordon entre les sixième et septième rangs de Shipton ; de là, vers le sud-est, ce cordon sixième et le septième rang jusqu'à la limite sud-est de Shipton ; de là, vers le sud-ouest, cette limite jusqu'au cordon entre les quatrième et cinquième rangs de Windsor ; de là, ce cordon jusqu'à la ligne séparative des lots douze et treize ; de là, vers le sud-ouest, cette ligne séparative jusqu'au cordon entre les rangs six et sept, de Windsor ; de là, vers le sud-est, ce cordon jusqu'à la ligne sud-est du lot No vingt-deux ; de là, cette ligne jusqu'à la limite sud-ouest de la moitié nord-est du lot No vingt-deux, du neuvième rang de Windsor ; de là, cette dernière limite et celle des moitiés nord-est des lots Nos vingt et un, vingt, dix-neuf, dix-huit, dix-sept, seize, quinze, quatorze et treize jusqu'à la ligne nord-est du lot No douze ; enfin, de là, vers le sud-ouest, cette dernière ligne jusqu'au point de départ.

Les lots dont il est question plus haut sont ceux de l'arpentage primitif des dits cantons, et le territoire ci-dessus décrit comprend des parties de chacune des municipalités de Windsor et de Saint-Georges de Windsor.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Claude ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Claude décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce HUITIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

3699

Canada,
Province de
Québec.

L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de

ranges to the south east limit of Cleveland ; from there, this last limit to the division line between the twelfth and thirteenth ranges of Cleveland ; from there, this division line to the north west limit of the lot number five ; from there this last limit to the division line between the eleventh and twelfth ranges of Cleveland ; from there, this line to the south west limit of lot No. nine ; from there this limit to the line between the seventh and eighth ranges of Shipton ; from there, towards the south east, this last division line to the separating line of the lots four and five ; from there, following this separating line to the division between the sixth and seventh ranges of Shipton ; from there, towards the south west, this limit to the separating line of the lots twelve and thirteen ; from there, towards the south west, his separating line to the division line between the ranges six and seven, of Windsor ; from there, towards the south east this line to the south east line of the lot number twenty two ; from there, this line to the south west limit of the north east half of the lot number twenty two, of the ninth range of Windsor ; from there, this last limit and that of the north east half of the lots numbers twenty one, twenty, nineteen, eighteen, seventeen, sixteen, fifteen, fourteen and thirteen to the north east line of the lot No. twelve ; lastly, from there, towards the south west this last line to the starting point.

The said lots of which it is question above are those of the primitive survey of the said townships, and the territory hereinabove described comprises parts of each of the municipalities of Windsor and of Saint George of Windsor.

NOWKNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Claude aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Claude to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By order,

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

3700

Canada,
Province of
Quebec.

[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY

Quebec, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-SEPTIEME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le SIXIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

3549

Québec

ERRATUM.

A la page 1621 de la *Gazette Officielle* du 10 novembre 1906, au numéro 3615-16, lisez Joseph Fortier au lieu de Joseph Fortin. 3675

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du douzième jour de novembre 1906, incorporant MM. William John White, Arthur William Patrick Buchanan et Warwick Fielding Chipman, avocats, Joseph Henry Dillon, étudiant en loi, et Thomas Malcolm McCaw, teneur de livres, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir : explorer, acquérir, développer des mines, les mettre en opération et faire le commerce de mines, propriétés minières et minérales de toute sorte, et dans le but de miner, fondre, travailler et manufacturer, extraire, réduire et vendre des métaux, minerais et substances minérales, et pour ces fins de faire toutes affaires ayant rapport ou étant auxiliaires à icelles, avec pouvoir d'acquérir des actions dans toutes autres compagnies incorporées, sous le nom de "Manhattan Cobalt Mining Company of Quebec",

SEVENTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY SEVENTH day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and six, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the SIXTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commandeur of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this NINETEENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery.

Québec.

3550

ERRATUM.

Page 1621, of the *Official Gazette*, of the 10th of November, 1906, No. 3615-16, read Joseph Fortier instead of Joseph Fortin. 3676

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1906, incorporating Messrs. William John White, Arthur William Patrick Buchanan and Warwick Fielding Chipman, advocates, Joseph Henry Dillon, student at law, and Thomas Malcolm McCaw, book-keeper, all of the city of Montreal, for the following purposes, viz : to explore for, acquire, develop, operate and deal in mines, mining properties and minerals of all kinds, and for the purpose of carrying on the business of mining, smelting, treating and manufacturing, extracting, reducing and selling ores, metals and mineral substances, and for that purposes to carry on any business incidental or ancillary thereto, with power to acquire shares in any other incorporated companies, under the name of "Manhattan Cobalt Mining Company of Quebec," with a capital

a vec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en cent mille (100,000) actions d'une piastres (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie dans la province sera dans la cité Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce treizième jour de novembre 1906.

3679 L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du douzième jour de novembre 1906, incorporant MM. Joseph Philias Jutras, encanteur, Louis Charles Bélanger, avocat, Evariste Leclair, rentier, Mathias Filion, courrier de malles, Moïse Allaire, marchand, Jean-Baptiste Lassonde, boucher, Philias Lanctot, commis, Eugène Flynn, entrepreneur, Rodolphe Langis, comptable, J. Armand St. Cyr, comptable, Samuel King, mécanicien, Alfred Pariseau, forgeron, Napoléon Gingras, contre-maître, Alfred Paradis, marchand, Eugène J. Tétu, rentier, Albert E. Kinhead, marchand, George E. Délorne, marchand-plombier, Joseph Trudeau, contre-maître, Napoléon Labrecque, marchand-plombier, Louis Ducharme, plombier, Henri Lord, charretier, Ovide St. Cyr, charpentier, Félix Lord, commis, François Morin, charretier, Joseph Clovis Gagné, comptable, Onésime F. Rousseau, coiffeur, Oliva Crochetière, couturier, Fabien Pierre Robichaud et Frédéric P. Vaillancourt, comptables, François Rosario Darche, manufacturier, William J. McManus, comptable, et Napoléon Gingras, jr., étudiant, tous de la cité de Sherbrooke, pour les fins suivantes, savoir : organisation dans un but de récréation, d'amusement et de relations sociales, et d'établir une maison de club qui contiendra une salle de lecture, des salles de jeux de billards et autres amusements de ce genre, sous le nom de "Le Club Canadien", avec un fonds social de deux mille piastres (\$2,000.00), divisé en quatre cent (400) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province sera dans la cité de Sherbrooke.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quatorzième jour de novembre 1906.

3705 JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que "La Compagnie de l'Aqueduc de Sainte-Elizabeth" devant être conduite conformément aux articles 4794 des S. R. P. Q., et suivants, section 6, amendée, intitulée "Des Compagnies pour le gaz et l'eau", s'est conformée aux formalités prescrites par la loi.

3669 L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 10 novembre 1906.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par M. Louis Albert Bédard, notaire public, demeurant et pratiquant à Saint-Rémi, comté de Napierville, district d'Iberville, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de M. Antoine Goyer, notaire public, du même endroit, comté et district susdits, en vertu des dispositions du code du notariat.

3671 L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one hundred thousand (100,000) shares, of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province is in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirteenth day of November, 1906.

3680 L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1906, incorporating Messrs. Joseph Philias Jutras, auctioneer, Louis Charles Bélanger, advocate, Evariste Leclair, rentier, Mathias Filion, mail conductor, Moïse Allaire, merchant, Jean-Baptiste Lassonde, butcher, Philias Lanctot, clerk, Eugène Flynn, contractor, Rodolphe Langis, accountant, J. Armand St. Cyr, accountant, Samuel King, machinist, Alfred Pariseau, blacksmith, Napoléon Gingras, foreman, Alfred Paradis, merchant, Eugène J. Tétu, rentier, Albert E. Kinhead, merchant, George E. Délorne, merchant-plumber, Joseph Trudeau, foreman, Napoléon Labrecque, merchant-plumber, Louis Ducharme, plumber, Henri Lord, carter, Ovide St. Cyr, carpenter, Félix Lord, clerk, François Morin, carter, Joseph Clovis Gagné, accountant, Onésime F. Rousseau, hairdresser, Oliva Crochetière, sewer, Fabien Pierre Robichaud and Frédéric P. Vaillancourt, accountants, François Rosario Darche, manufacturer, William J. McManus, accountant, and Napoléon Gingras, jr., student, all of the city of Sherbrooke, for the following purposes, namely : organization for purposes of recreation, amusement and social relations, and to establish a club house to contain a reading room, halls for games of billiards and other amusements of that kind, by the name of "Le Club Canadien," with a capital stock of two thousand dollars (\$2,000.00), divided into four hundred (400) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province is in the city of Sherbrooke.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this fourteenth day of November, 1906.

3708 JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Aqueduc de Sainte-Elizabeth" to be conducted pursuant to articles 4794 and following of the S. R. P. Q., section 6, amended, intitled "Gas and Water Companies Act", has complied with the formalities required by law.

3670 L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 10th November, 1906.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant of the province of Quebec, by Mr. Louis Albert Bédard, notary public, practising and residing at Saint Remi, county of Napierville, district of Iberville, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Mr. Antoine Goyer, notary public, of the same place, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

3672 L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

No 3546.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Inverness, dans le comté de Mégantic, les immeubles ayant au cadastre officiel du canton Inverness les numéros 1385 et 1389, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Anastasia, dans le même comté.

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1907. 3695

Québec, 14 novembre 1906.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de la paroisse de Saint-Gérard Magella, comté de L'Assomption, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

3733

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

AVIS.

DANS LA COUR DE L'ECHIQUIER DU CANADA.

Une séance spéciale de la Cour de l'Echiquier du Canada pour l'instruction de causes, etc., aura lieu aux temps et endroit suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition au bureau du registraire de la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance ; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour aucune telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir :

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant jeudi, le 10e jour de janvier A. D., 1907, à 11 heures a. m.

Par ordre,

L. A. AUDETTE,
Régistraire.

3633-2

DEMANDES AU PARLEMENT.

SÉNAT DU CANADA

AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Extraits des règles du Sénat.

Toute demande au Parlement pour obtenir un bill privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncée par avis inséré à la *Gazette du Canada* ; cet avis doit indiquer d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, être signé par les pétitionnaires ou en leur nom et contenir l'adresse des signataires ; et si elle a pour objet l'obtention d'un acte constitutif, il faut donner aussi dans l'avis le nom de la compagnie projetée.

Outre l'avis à insérer dans la *Gazette du Canada*, il doit en être publié un semblable dans quelqu'un des principaux journaux de la principale cité ou ville ou du principal village de chaque comté ou district de la province ou du territoire que l'acte demandé intéresse, selon la nature de l'entreprise projetée.

Et si les travaux d'une compagnie (constituée ou à constituer) doivent être déclarés d'utilité générale pour le Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis ; et les requérants feront

No. 3546.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Inverness, county of Mégantic, the lots bearing on the official cadastre of the township of Inverness, the numbers 1385 and 1389, and to annex them to the school municipality of Sainte-Anastasia, in the same county.

This annexation, if authorized, shall take effect only on the first of July next, 1907. 3696

Québec, 14th November, 1906.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the parish of Saint Gerard Magella, county of L'Assomption, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

3734

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

NOTICE.

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

A special sitting of the Exchequer Court of Canada for the trial of cases, etc., will be holden at the following time and place, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court, at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting ; and if no case or matter is so entered or set down for such sitting, then the same shall not be holden, viz :

At the court house, in the city of Quebec, P. Q., commencing on Thursday, the 10th day of January A. D., 1907, at 11 A. M.

By order,

L. A. AUDETTE,
Registrar.

3634

APPLICATIONS TO PARLIAMENT

THE SENATE OF CANADA.

NOTICE FOR PRIVATE BILLS.

Extracts from Rules of the Senate.

All applications to Parliament for Private Bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a Notice published in the *Canada Gazette* ; such Notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same ; and, when the application is for an Act of Incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the Notice.

In addition to the Notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar Notice shall also be published in some leading newspaper in the principal city, town or village, in each county or district and in each province or territory which may be affected by the passage of such Private Bills, according to the nature of the undertakings contemplated thereby.

And, if the works of any Company (incorporated or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specially mentioned in the Notice ; and

envoyer par lettre enregistrée une copie de cet avis au secrétaire de chaque conseil de comté et de chaque corporation municipale spécialement intéressée dans la construction ou l'exploitation de ces travaux, ainsi qu'au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou seront situés, en sorte que cette copie parvienne à ces fonctionnaires cinq semaines au moins avant la considération de la pétition par le comité des Ordres permanents; et la preuve de l'accomplissement de cette prescription par les requérants devra s'établir par déclaration statutaire adressée au greffier du Sénat.

Dans tous ces cas, les avis insérés soit à la *Gazette du Canada* ou dans les journaux, doivent se publier au moins une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives; et, lorsqu'ils se publient dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent être en langue anglaise et en langue française. Il faut envoyer au greffier du Sénat des exemplaires marqués de chaque numéro de tous les journaux contenant l'avis, avec, sur le pli de la feuille, les mots: "*Avis de bill privé*"; ou l'on peut transmettre, au lieu des journaux, une déclaration statutaire que l'avis a été dûment publié.

Pour plus amples détails, voir les règles du Sénat relatives, publiées dans la *Gazette du Canada*.

3353 SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES RELATIVES AUX PÉTITIONS ET AUX BILLS PRIVÉS.

Pétitions pour Bills Privés.

87. (1) Les pétitions pour bills privés ne sont reçues par la Chambre que pendant les six premières semaines de la session, et tout bill privé sera présenté à la Chambre dans les deux semaines à compter de l'époque où l'Examineur ou le comité des ordres permanents auront fait un rapport favorable sur la pétition, et nulle motion à l'effet de suspendre cette règle ne sera acceptée, à moins qu'au préalable le comité des ordres permanents n'ait présenté un rapport recommandant cette suspension et exposant les raisons la motivant.

(2) Qu'il soit enjoint à tous les comités sur bills privés, dans le cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures quand celles-ci auront été appelées deux fois en deux occasions différentes devant le comité pour y être discutées, de rapporter ces mesures à la Chambre sans délai, faisant connaître les faits, et avec la recommandation que ces bills soient retirés.

Dépôt de bills et honoraires.

88. (1) Toute personne qui voudra obtenir un bill privé sera tenu de déposer entre les mains du greffier de la Chambre, au moins huit jours avant la réunion de la Chambre, un exemplaire de ce bill en anglais ou en français, avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression, la traduction en devant être faite par les fonctionnaires de la chambre, et l'impression par le département des impressions publiques, et si pareil bill n'est pas déposé dans le délai ci dessus prescrit, le solliciteur devra, en sus des frais d'impression et de traduction, payer la somme de (cinq) dollars pour chaque jour qui s'écoulera entre le dit huitième jour avant la réunion de la Chambre et la date de la présentation du bill; mais ces taxes additionnelles ne devront pas dépasser en totalité la somme de deux cents dollars.

2. Après la seconde lecture d'un bill et avant sa considération par le comité auquel il est référé, le solliciteur paiera, dans tous les cas, le coût de l'impression de l'acte dans les statuts, et un honoraire de deux cents piastres.

the applicants shall cause a copy of such Notice to be sent by registered letter to the Clerk of each county council and of each municipal corporation which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also, to the Secretary of the Province in which such works are or may be located, so as to reach those officers not less than five weeks before the consideration of the petition by the Committee of Standing Orders; and a statutory declaration establishing the fact of such mailing shall be sent to the Clerk of the Senate.

All such Notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week for a period of five consecutive weeks; and, when published in the Provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages; and *Marked* copies of each issue of all newspapers containing any such Notice shall be sent to the clerk of the Senate, endorsed "*Private Bill Notice*"; or a statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

For fuller particulars, see the Rules of the Senate relative thereto, published in the *Canada Gazette*.

3354 SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

HOUSE OF COMMONS.

RULES RELATIVE TO PETITIONS AND PRIVATE BILLS.

Petitions for Private Bills.

87. (1) Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first six weeks of the session, and every Private Bill shall be presented to the House within two weeks after the petition therefor has been favourably reported upon by the Examiner or by the Committee on Standing Orders, and no motion for the suspension of this Rule shall be entertained unless a report has been first made by the Committee on Standing Orders recommending such suspension and giving their reasons therefor.

(2) That it be an instruction to all Committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the Committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith, together with a statement of the facts and with the recommendation that such Bills be withdrawn.

Deposit of Bills and Fees.

88. (1) Any person desiring to obtain any Private Bill shall deposit with the Clerk of the House, at least eight days before the meeting of the House, a copy of such Bill in the English or French language, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same; the translation to be done by the officers of the House, and the printing by the Department of Public Printing, and if such Bill is not deposited by the time above specified the applicant shall, in addition to the charges for printing and translation pay the sum of (five) dollars for each and every day which intervenes between the said eighth day before the meeting of the House and the date of the filing of the Bill; but such additional charge shall not exceed in the aggregate in any one case the sum of two hundred dollars.

2. After the second reading of a Bill and before its consideration by the Committee to which it is referred, the applicant shall in every case pay the cost of printing the Act in the Statutes, and a fee of two hundred dollars.

Taxes supplémentaires.

Les taxes suivantes seront également imposées et payées, en sus de celles qui précèdent, savoir :—

- (a) Lorsqu'une règle de la Chambre est suspendue relativement à un bill, ou à la pétition de ce bill pour chaque suspension \$100 00
- (b) Lorsqu'un bill est présenté dans la Chambre après la huitième semaine de la session et avant la fin de la douzième 100 00
- (c) Lorsqu'un bill est présenté dans la Chambre après la douzième semaine de la session 200 00
- (d) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$250,000, et n'exécède pas \$500,000 100 00
- (e) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$500,000, et n'exécède pas \$750,000 150 00
- (f) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$750,000, et n'exécède pas \$1,000,000 200 00
- (g) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$1,000,000, et n'exécède pas \$1,500,000 300 00
- (h) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$1,500,000 et n'exécède pas \$2,000,000 400 00
- (i) Pour chaque million ou fraction de million de dollars additionnel 100 00

4. Lorsqu'un bill a pour objet d'augmenter le capital social d'une compagnie, la taxe supplémentaire sera établie d'après le tarif ci-dessus, mais ne sera exigée que sur le chiffre de l'augmentation.

5. Lorsqu'un bill a pour objet d'augmenter les pouvoirs de contracter des emprunts d'une compagnie sans aucune augmentation du capital social, la taxe supplémentaire sera de \$300.00.

6. S'il est apporté quelque changement dans le capital social projeté d'une compagnie ou s'il y est fait aucune augmentation à une phase quelconque d'un bill, le dit bill ne passera pas à la phase suivante tant qu'il n'aura pas été déposé un certificat du fonctionnaire qu'il appartient attestant que le versement des taxes résultant de ce changement a été régulièrement effectué.

7. Dans la présente règle, l'expression "capital social projeté" comprend toute augmentation de ce capital prévue dans le bill.

8. Les taxes supplémentaires prescrites en l'article 3 de la présente règle s'appliqueront aussi aux bills privés prenant naissance au Sénat, sauf, toutefois, que si une pétition demandant pareil bill privé a été reçue par cette chambre dans les six premières semaines de la session, les taxes supplémentaires imposées sous l'empire des alinéas b et c de l'article 3 ne seront pas exigées.

THOMAS B. FLINT,
Greffier des Communes.

RÈGLES RELATIVES AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

90. Toutes demandes, "quelles qu'elles soient, adressées au Parlement pour bills privés, devront être procédées d'un avis dans la *Gazette du Canada*; le dit avis devra énoncer clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, et devra être signé par les postulants ou en leur nom avec les adresses des signataires; et lorsque la demande aura pour objet un acte constitutif, le nom de la compagnie projetée devra être donné dans l'avis. Et si les travaux de quelque compagnie (constituée ou à être constituée en corporation) doivent être déclarés à l'avantage général du Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis; et les postulants feront adresser une copie du dit avis, par lettre enregistrée, au greffier de chaque comté ou municipalité qui pourra être spécialement concernée dans la construction ou l'exploitation des dits travaux, et aussi au secrétaire de province dans laquelle les dits travaux sont ou

Additional charges.

The following charges shall also be levied and paid in addition to the foregoing, viz. :—

- (a) When any Rule of the House is suspended in reference to a Bill or the Petition therefor, for each such suspension \$100 00
- (b) When a Bill is presented in the House after the eighth week of the session and before the end of the twelfth week 100 00
- (c) When a Bill is presented in the House after the twelfth week of the session 200 00
- (d) When the proposed capital stock of a company is over \$250,000 and does not exceed \$500,000 100 00
- (e) When the proposed capital stock of a company is over \$500,000 and does not exceed \$750,000 150 00
- (f) When the proposed capital stock of a company is over \$750,000 and does not exceed \$1,000,000 200 00
- (g) When the proposed capital stock of a company is over \$1,000,000 and does not exceed \$1,500,000 300 00
- (h) When the proposed capital stock of a company is over \$1,500,000 and does not exceed \$2,000,000 400 00
- (i) For every additional million dollars or fractional part thereof 100 00

4. When a Bill is for the purpose of increasing the capital stock of a company, the additional charge shall be according to the above tariff, but shall be charged upon the amount of the increase only.

5. When a Bill is for the purpose of increasing the borrowing powers of a company without any increase in the capital stock, the additional charge shall be \$300.00.

6. If any change in the amount of the proposed capital stock of a company, or of any increase thereto, be made at any stage of a Bill, the said Bill shall not be advanced to the next stage until a certificate has been filed with the proper officer to the effect that the payment of the charges consequent upon such change has been duly made.

7. In this Rule the term "proposed capital stock" includes any increase thereto provided for in the Bill.

8. The additional charges provided for in section 3 of this Rule shall also apply to Private Bills originating in the Senate; provided, however, that if a petition for any such Bill has been received by this House within the first six weeks of the session, the additional charges made under subsections b and c of section 3 shall not be levied thereon.

THOMAS B. FLINT,
Clerk House of Commons.

RULES RELATIVE TO NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

90. All applications to Parliament for Private Bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a Notice published in the *Canada Gazette*; such Notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same; and when the application is for an Act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the notice. If the works of any company (incorporated, or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specifically mentioned in the notice; and the applicants shall cause a copy of such notice to be sent by registered letter to the Clerk of each county or municipality which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also to the Secretary of the Province in which such works are, or may be located; and proof of com-

pourront être situés ; et une déclaration conforme à la loi devra attester que cette formalité a été remplie par les postulants.

Outre l'avis susdit à publier dans la *Gazette du Canada*, un avis semblable devra aussi être publié dans quelque journal important, comme suit :—

A. Lorsque la demande sera faite pour un acte constituant en corporation,—

1. Une compagnie de chemin de fer ou de canal :— Dans la principale cité et ville ou dans la principal village dans chaque comté où devront être construits le chemin de fer ou le canal projetés.

2. Une compagnie de télégraphe ou de téléphone :— Dans la principale cité ou ville dans chaque province ou territoire où la compagnie se propose de faire des opérations.

3. Une compagnie pour la construction de travaux quelconques de nature à produire un changement dans une localité particulière par suite de leur construction ou exploitation ; ou pour obtenir quelques droits ou privilèges exclusifs ; ou pour faire quelques opérations pouvant porter atteinte aux droits ou à la propriété de particuliers :— Dans la localité ou les localités qui pourraient être atteintes par la législation projetée.

4. Une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de fidéjusseurs ; une compagnie de prêt ; ou une compagnie industrielle, sans pouvoirs exclusifs quelconques :— Dans la *Gazette du Canada* seulement.

B. Lorsque la demande sera aux fins d'amender un acte existant.—

1. Pour le prolongement de quelque ligne de chemin de fer ou de quelque canal, ou pour la construction d'embranchements des dits chemin de fer ou canal :— Dans la principale cité, la principale ville ou le principal village dans chaque district ou comté devant être traversé par ce prolongement ou cet embranchement.

2. Pour la prolongation d'une charte ou du délai fixé pour la construction ou l'achèvement d'une ligne de chemin de fer, d'un canal, ou d'une ligne de télégraphe ou de téléphone quelconques, ou de tous autres travaux déjà autorisés ; ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsque cela n'implique pas la concession de droits exclusifs) ; ou pour l'augmentation ou la réduction du capital social de quelque compagnie ; ou pour augmenter ou modifier ses pouvoirs d'émettre des obligations ou de contracter des emprunts, ou pour tout amendement pouvant porter atteinte aux droits ou intérêts des actionnaires ou des porteurs d'obligations ou des créanciers de la compagnie :— Dans la localité où le bureau principal de la compagnie est ou doit être autorisé à s'établir.

(C.) Lorsque la demande a pour objet d'obtenir pour une personne ou une corporation déjà constituée des droits ou privilèges exclusifs ou le pouvoir de faire quelque chose dont l'accomplissement pourrait porter atteinte aux droits ou aux biens d'autres personnes : dans la localité ou les localités particulières que l'acte projeté pourrait atteindre.

Tous ces avis, qu'ils soient insérés dans la *Gazette du Canada* ou dans un journal, devront être publiés au moins une fois par semaine pendant une durée de cinq semaines consécutives ; et en ce qui concerne les provinces de Québec et de Manitoba, ils devront y être publiés en anglais et en français ; et dans le cas où il n'y aura pas de journal dans une localité où l'avis doit être donné, cet avis sera donné dans la localité la plus rapprochée dans laquelle il se publie un journal ; et la preuve de la publication régulière de l'avis sera établie dans chaque cas par une déclaration conforme à la loi ; et toutes ces déclarations devront être transmises au greffier de la Chambre et être endossées "Avis de bill privé".

(D.) Tout pareil avis sera transmis par la poste par lettre enregistrée de manière à parvenir au secrétaire de la province, et au greffier du conseil de comté et de la corporation municipale, au moins deux semaines avant que l'Examineur ou le comité des ordres permanents ne prennent la péti-

tion avec cette requirement by the applicants shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall also be published in some leading newspaper, as follows :—

A. When the application is for an Act to incorporate :—

1. A Railway or Canal Company :—In the principal city, town or village in each county or district through which the proposed railway or canal is to be constructed.

2. A Telegraph or Telephone Company :—In the principal city or town in each Province or Territory in which the company proposes to operate.

3. A company for the construction of any works which in their construction or operation might specially affect the particular locality ; or for obtaining any exclusive rights or privileges ; or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of others :—In the particular locality or localities which may be affected by the proposed Act.

4. A Banking Company ; An Insurance Company ; A Trust Company ; A Loan Company ; or an Industrial Company without any exclusive powers :—In the *Canada Gazette* only.

B. When the application is for the purpose of amending an existing Act :—

1. For an extension of any line of railway, or of any canal, or for the construction of branches thereto :—In the principal city, town or village in each county or district through which such extension or branch is to be constructed.

2. For a continuation of a charter or for an extension of the time for the construction or completion of any line of railway, or of any canal, or of any telegraph or telephone line, or of any other works already authorized ; or for any extension of the powers of a company (when not involving the granting of any exclusive rights) ; or for the increase or reduction of the capital stock of any company ; or for increasing or altering its bonding or other borrowing powers ; or for any amendment which would in any way affect the rights or interests of the shareholders or bondholders or creditors of the company :—In the place where the head office of the company is situated, or is authorized to be.

(C) When the application is for the purpose of obtaining for any person or existing corporation any exclusive rights or privileges or the power to do any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of others :—In the particular locality or localities which may be affected by the proposed Act.

All such notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week, for a period of five consecutive weeks ; and when published in the Provinces of Québec and Manitoba, shall be in both the English and French languages ; and if there be no newspaper in a locality where a notice is required to be given, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published ; and proof of the due publication of notice shall be established in each case by statutory declaration ; and all such declarations shall be sent to the Clerk of the House endorsed, "Private Bill Notice."

(D.) Every such notice by registered letter shall be mailed in time to reach the Secretary of the Province and the Clerk of such County Council and Municipal Corporation not less than two weeks before the consideration of the petition by the Examiner or the Committee on Standing Orders,

tion en délibération, et une déclaration conforme à la loi et établissant ce dépôt à la poste, sera adressée au greffier de la Chambre.

(E) Tous bills privés pour actes constitutifs devront être adressés de manière à incorporer, par mode de renvoi, les clauses des actes généraux se rapportant aux détails auxquels ces bills doivent pourvoir; l'on devra énoncer les raisons spéciales de toute déviation de ce principe, ou de l'introduction d'autres dispositions relatives à ces détails, et une note devra être annexée au bill pour indiquer les dispositions du bill au sujet desquelles l'on propose de s'écarter de l'acte général; les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, devront être remodelés par les promoteurs et réimprimés à leurs frais avant qu'aucun comité passe à l'examen de leurs clauses.

THOMAS B. FLINT,
3211 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou ghalsoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs,

and a statutory declaration establishing the fact of such mailing shall be sent to the Clerk of the House.

(E.) All private bills for Acts of incorporation shall be so framed as to incorporate by reference the clauses of the *General Acts* relating to the details to be provided for by such bills;—special grounds shall be established for any proposed departure from this principle, or for the introduction of other provisions as to such details, and a note shall be appended to the bill indicating the provisions thereof in which the *General Act* is proposed to be departed from;—Bills which are not framed in accordance with this *Rule*, shall be recast by the promoters, and reprinted at their expense, before any committee passes upon the clauses.

THOS. B. FLINT,
Clerk House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer

de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3295

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire tout ce qui peut affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

3296

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, sous des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privées.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'imprimeur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
3297 Greffier de l'Assemblée Législative

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation de "The Royal Highlanders' of Canada Armoury Association", dans le but de posséder et tenir un arsenal militaire et pour autres fins régimentaires et militaires, avec pouvoir de posséder des immeubles, et tels autres pouvoirs ayant rapport à l'entreprise.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 8 novembre 1906. 3667

Avis est par le présent donné que Andrew Hamilton Gault, Dame P. G. R. Benson et Dame A. F. Gault s'adresseront à la législature de la

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printed copies 350 in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
3298 Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the incorporation of The Royal Highlanders' of Canada Armoury Association, for the purpose of owning and maintaining a regimental armoury, and for other regimental and military purposes, with power to hold real estate, and such other powers as may be incidental to the undertaking.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,
Solicitors for applicants.
Montreal, 8th November, 1906. 3668

Notice is hereby given that Andrew Hamilton Gault, Mrs. P. G. R. Benson and Mrs. A. F. Gault will apply to the Legislature of the province of

province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant les administrateurs nommés en vertu du testament de feu A. F. Gault, à augmenter les allocations du dit Andrew Hamilton Gault et de la dite Dame P. G. R. Benson.

WHITE & BUCHANAN,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 12 novembre 1906. 3681

AVIS.

Une demande sera faite à la la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender et refondre les divers actes concernant l'incorporation de la cité de Hull.

T. P. FORAN,

Procureur de la cité.

Hull, 12 novembre 1906. 3707

Avis est par le présent donné que la corporation du village de Bordeaux s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendement sa charte, VI, Edouard VII, chap. 56, pour entre autres choses, changer son nom en celui de Ville de Bordeaux, diviser la municipalité en quartiers, définir ses pouvoirs d'emprunt et autres fins.

EDMOND LUSSIER,

Procureur de la requérante.

Bordeaux, octobre 1906. 3621-2

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour une "Loi amendement et référant la charte de l'Association des pompiers de Montréal", et que les amendements demandés se rapporteront à l'admission des membres, à la création d'un fonds de pension, aux finances, aux règlements, au mode d'administration, aux bénéfices des membres, à leurs contributions et aux pouvoirs de l'association.

J. J. BEAUCHAMP,

Avocat de la requérante.

Montréal, 5 novembre 1906. 3627.2

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la ville de "Notre-Dame des Neiges" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour amender sa charte, 52 Victoria, chapitre 85, la déclarant sujette aux dispositions de la loi concernant les cités et villes de 1903, 3 Edouard VII, chapitre 38, pour entr'autres fins, les suivantes, savoir : pour diviser la ville en quartiers ; pour déterminer le mode d'élection du maire et des échevins, en fixant leur terme d'office, leur nombre et leur qualification ; pour contrôler l'établissement de systèmes d'égoûts, champs d'épuration, fosses septiques, hôpitaux et autres constructions, dans les limites de la ville ; pour réglementer ou prohiber la vente des liqueurs enivrantes ; pour définir ses pouvoirs d'emprunt et autres fins.

R. G. DE LORIMIER,

Procureur de la corporation de la ville de "Notre-Dame des Neiges".

Montréal, 7 novembre 1906. 3643.2

Avis est donné que le Crédit Foncier Franco Canadien demandera à la législature de Québec, à la prochaine session, d'amender ses statuts relatifs à la forme et à la valeur d'émission des obligations, et à la valeur d'acquisition des immeubles sociaux.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,

Procureurs du Crédit Foncier F. C.

Montréal, 30 octobre 1906. 3645-2

Quebec, at its next session, for an act to authorize the trustees, appointed under the will of the late A. F. Gault, to increase the allowances of said Andrew Hamilton Gault and Mrs. P. G. R. Benson.

WHITE & BUCHANAN,

Solicitors for applicants.

Montreal, 12th November, 1906. 3682

NOTICE.

Application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend and to consolidate the several acts concerning the incorporation of the city of Hull.

T. P. FORAN,

City solicitor.

Hull, 12th November, 1906. 3708

Notice is hereby given that the corporation of the village of Bordeaux will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter, VI Edward VII, chapter 56, and amongst other purposes to change the name into that of the Town of Bordeaux, to divide the municipality in wards, to define its borrowing powers and other purposes.

EDMOND LUSSIER,

Attorney for the petitioner.

Bordeaux, October, 1906. 3622

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for "An act to amend and consolidate the charter of the Montreal Firemen's Benefit Association", and that the amendments will refer to the admission of members, to the creation of a pension fund, to the finances, to the by-laws, to the mode of administration, to the benefits of the members, to their contributions and to the powers of the association.

J. J. BEAUCHAMP,

Attorney for the plaintiff.

Montreal, 5th November, 1906. 3628

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that the corporation of the town of "Notre-Dame des Neiges" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter, 52 Victoria, chapter 85, declaring it subject to the dispositions of the law of the cities and towns, 1903, 3 Edward VII, chapter 38, for amongst other purposes the following, to wit : to divide the town into wards ; to determine the mode for the election of the mayor and aldermen, and to fix their term of office, their number and qualification ; to control the establishment of sewerage systems, epuration fields, septical holes, hospitals and other constructions within the limits of the town ; to regulate or prohibit the sale of spirituous liquors ; to define its borrowing powers and other purposes.

R. G. DE LORIMIER,

Attorney for the corporation of the town of "Notre-Dame des Neiges".

Montreal, 7th November, 1906. 3644

Notice is given by the "Credit Foncier Franco Canadien" that it shall apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for amendment of its statutes, relating to the form and value of issue of bonds, debentures and obligations, and to the value of real estate acquired, built or owned by the company.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,

Attorneys for the "Credit Foncier F. C."

Montreal, 30th October, 1906. 3646

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte aux fins d'incorporer la "Canadian Nurses Association", le but de l'association étant l'instruction et le perfectionnement mutuels et l'instruction professionnelle graduée.

BROSSEAU & HOLT,
Procureurs des requérants.
Montréal, 15 octobre 1906. 3519-3

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte d'incorporation des "Frères de Saint-Vincent de Paul", corporation religieuse, se dévouant aux œuvres de charité et de jeunesse.

C. N. HAMEL,
Procureur.
Québec, 8 novembre 1906. 3653-2

Avis est par le présent donné que "The Congregation Ahawath Achim of Montréal", corps ou congrégation professant la croyance juive, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte constituant telle congrégation ou tel corps et toutes autres personnes qui sont membres ou qui peuvent devenir membres de telle congrégation ou de tel corps, en une corporation sous le nom de "Congregation Temple Solomon of Montreal", avec pouvoir d'acquiescer et posséder des immeubles, tenir des registres de l'état civil, et exercer tous les autres droits ayant rapport aux congrégations religieuses.

JACOBS & GARNEAU,
Procureurs des requérants.
Montréal, 31 octobre 1906. 3577-3

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the Canadian Nurses Association, the object of the association being mutual instruction and improvement and graduate professional instruction.

BROSSEAU & HOLT,
Solicitors for applicants.
Montreal, 15th October, 1906. 3520

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the "Frères de Saint Vincent de Paul", a religious corporation devoted to works of charity and the care of youth.

C. N. HAMEL,
Attorney.
Quebec, 8th November, 1906. 3654

Notice is hereby given that the Congregation Ahawath Achim of Montreal, a body or congregation professing the Jewish belief, will apply to the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act constituting such congregation or body and all other persons who are, or may become, members of such congregation or body, a corporation under the name of "Congregation Temple Solomon of Montreal", with power to acquire and possess immovable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations.

JACOBS & GARNEAU,
Attorneys for applicants.
Montreal, 31st October, 1906. 3578

Avis Divers

Canada,
Province de Québec, }
District de Rimouski. }

Bureau du conseil municipal de la première division du comté de Rimouski.

A une assemblée générale du susdit conseil, tenue au lieu ordinaire de ses sessions, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, mercredi, le treizième jour de juin mil neuf cent six, il a été passé la résolution suivante :

Proposé par M. Michel Parent, secondé par M. Ernest Rioux :

1° Attendu que le treize septembre mil neuf cinq, une requête a été présentée à ce conseil de la part de MM. Napoléon Aubin et autres contribuables, propriétaires et occupants de la municipalité de Sainte-Flavie, dans le district de Rimouski, demandant l'annexion d'une partie de la paroisse de Sainte Flavie au village de Mont Joli (Notre-Dame de Lourdes), dans le dit district.

2° Attendu qu'un surintendant spécial, M. Adju-tor Gagné, de la paroisse de Saint-Joseph de Lepage, a été nommé par le susdit conseil, pour examiner les lieux, suivant la requête de MM. Nap. Aubin et autres.

3° Attendu qu'un rapport a été soumis au susdit conseil par le surintendant spécial, le quatorze mars mil neuf cent six, et qu'aucune objection ni opposition ont été faites ni à la requête ni au rapport. Que tous les avis ont été donnés suivant la loi.

Il est adopté unanimement que les bornes et dimensions du territoire à être distrait de la municipalité de la paroisse de Sainte-Flavie, pour être annexées à la municipalité du village de Mont-Joli (Notre-Dame de Lourdes), sont approuvées.

Partant du coin est de la paroisse de Sainte-

Miscellaneous Notices

Canada,
Province of Quebec. }
District of Rimouski. }

Office of the municipal council of the first division of the county of Rimouski.

At a general meeting of the said council, held at its usual place of meeting, in the town of Saint Germain de Rimouski, on Wednesday, the thirteenth day of June, one thousand nine hundred and six, the following resolution was passed.

Moved by Mr. Michel Parent, seconded by Mr. Ernest Rioux :

1. Whereas on the thirteenth of September, one thousand nine hundred and five, a petition was presented to the council on behalf of Messrs. Napoleon Aubin and other ratepayers, owners and occupants of the municipality of Sainte Flavie, in the district of Rimouski, asking for the annexation of a part of the parish of Sainte Flavie to the village of Mont Joli (Notre-Dame de Lourdes), in the said district.

2. Whereas a special superintendent, Mr. Adju-tor Gagné, of the parish of Saint Joseph de Lepage, was appointed by the said council, to examine the premises, according to the petition of Messrs. Nap. Aubin and others.

3. Whereas a report has been laid before the said council by the special superintendent, on the fourteenth of March, one thousand nine hundred and six, and no objection or opposition has been made to the petition or to the report. Whereas all the notices, have been given according to law.

It is resolved unanimously that the bounds and dimensions of the territory to be detached from the municipality of the parish of Sainte Flavie, to be annexed to the municipality of the village of Mont Joli (Notre-Dame de Lourdes), are approved.

Starting from the east corner of the parish of

Flavie, c'est-à-dire à l'intersection de la rivière Métis avec l'arrière ligne du troisième rang de Sainte-Flavie, de là, en suivant la rive sud-ouest de la dite rivière, jusqu'à la rencontre de la ligne de division entre les lots du cadastre numéros quatre cent quarante-quatre et quatre cent quarante-cinq (444 et 445), puis cette ligne de division jusqu'à la ligne de front du troisième rang, de là, en suivant cette ligne de front vers le sud-ouest jusqu'à l'intersection de la ligne limitative entre les lots numéros quatre cent vingt-quatre et quatre cent vingt-cinq (424 et 425), de là, vers l'ouest la limite nord du chemin de fer Intercolonial, puis la ligne nord des numéros quatre cent trois et quatre cent un (403 et 401) jusqu'à l'extrémité sud-est de la ligne des lots numéros trois cent trente-cinq et quatre cent (335 et 400), de là, sur cette ligne vers le nord-ouest cinq arpents, neuf perches et onze pieds, de là, vers l'ouest jusqu'à la ligne des lots numéros deux cent vingt-deux et deux cent quatre-vingt-quatre (222 et 284), quatre arpents, une perche et douze pieds, plus ou moins, mesurés sur une ligne qui fait avec la précédente un angle inclus de cent sept degrés et vingt-huit minutes (107 et 28), de là, jusqu'au côté nord-est du chemin Matapédia, deux arpents et deux perches, plus au moins, mesurés sur une ligne qui fait avec la prolongement de la précédente un angle de douze degrés et cinquante-cinq minutes (12 et 55), de là, vers le nord-ouest, quatre perches et neuf pieds sur le dit côté nord-est du chemin, puis la même distance à angle droit vers le sud-ouest, de là, vers le sud jusqu'à la ligne entre les lots cent quatre-vingt-dix sept et deux cent trois (197 et 203), trois arpents, plus ou moins mesurés sur une ligne qui fait avec la précédente un angle de cent trente-sept degrés et cinq minutes (137 et 5), de là, vers le sud-est, cinq arpents, trois perches et un pied, plus ou moins, mesurés sur la dite ligne des lots numéros cent quatre-vingt-dix sept et deux cent trois (197 et 203), jusqu'à la limite nord du terrain du chemin de fer Intercolonial, de là vers l'ouest, la dite limite, trois arpents, plus ou moins, jusqu'à la ligne entre les numéros cent quatre-vingt-seize et cent quatre-vingt-dix sept (196 et 197), de là, vers le sud-est, en suivant la même ligne jusqu'à la ligne de front du troisième rang, puis la dite ligne de front jusqu'à la limite nord-est de la paroisse de Sainte-Luce, de là, vers le sud-est, la dite limite jusqu'à la limite nord-ouest de Saint-Joseph de Lepage, de là, cette dernière limite jusqu'au point de départ.

Les dits terrains sont détachés de la municipalité de la paroisse de Sainte-Flavie et annexés à la corporation du village de Mont-Joli (Notre-Dame de Lourdes) pour fins municipales et suivant les bornes données par le démembrement canonique. Et que tous les frais encourus et à encourir tant que pour la requête de MM. Nap. Aubin et autres, ainsi que les honoraires du susdit conseil et la publication des avis publics soient payés par tous les signataires de la requête et les intéressés, et que M. Adj. Gagné, surintendant spécial, soit autorisé à collecter tous les montants encourus et à encourir des intéressés et requérants.

Adopté unanimement.

Donné en la ville de Saint Germain de Rimouski, le dixième jour de novembre mil neuf cent six.

Vraie copie des minutes et délibérations du susdit conseil.

C. A. ST. PIERRE,
S. T. C. M. P. D. C. R.

La résolution ci-dessus a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, le deuxième jour de novembre mil neuf cent six.

C. A. ST. PIERRE,
S. T. C. M. P. D. C. R.

3665 2

Sainte-Flavie, namely, at the intersection of the river Métis with the rear line of the third range of Sainte-Flavie, from thence, along the south west bank of the said river, to its meeting with the division line between the cadastal lots numbers four hundred and forty four and four hundred and forty five (444 and 445), then this division line to the front line of the third range, from thence, following this front line of the third range, from thence, along this front line towards the south west to the intersection of the boundary line between the lots numbers four hundred and twenty four and four hundred and twenty five (424 and 425), from thence, to the west the north limit of the Intercolonial railway, then the north line of the numbers four hundred and three and four hundred and one (403 and 401), to the south east extremity of the line of the lots numbers three hundred and thirty five and four hundred (335 and 400), from thence, on this line to the north west five arpents, nine perches and eleven feet, from thence, to the west to the line of the lots numbers two hundred and twenty two and two hundred and eighty four (222 and 284), four arpents, one perch and twelve feet, more or less, measured on a line which makes with the preceding one an enclosed angle of one hundred and seven degrees and twenty eight minutes (107.28), from thence, to the north east side of the Matapédia road, two arpents and two perches, more or less, measured on a line which makes with the prolongation of the preceding one an angle of twelve degrees and fifty five minutes (12.55), from thence, to the north west, four perches and nine feet on the said north east side of the road, then the same distance at a right angle to the south west, from thence, to the south to the line between the lots one hundred and ninety seven and two hundred and three (197 and 203), three arpents, more or less, measured on a line which makes with the preceding one an angle of one hundred and thirty seven degrees and five minutes (137.05), from thence, to the south east, five arpents three perches and one foot, more or less, measured on the said line of the lots numbers one hundred and ninety seven and two hundred and three (197 and 203), to the north limit of the Intercolonial railway, from thence, towards the west, the said limit, three arpents, more or less, to the line between the lots numbers one hundred and ninety six and one hundred and ninety seven (196 and 197), from thence, towards the south east, following the same line, to the front line of the third range, then the said front line to the north east limit of the parish of Sainte Luce, from thence, towards the south east, the said limit to the north west limit of Saint Joseph de Lepage, from there this last limit to the starting point.

The said lands are detached from the municipality of the parish of Sainte Flavie and annexed to the corporation of the village of Mont Joli (Notre Dame de Lourdes) for municipal purposes and on the boundaries setforth in the canonical dismemberment. And that all the costs incurred and to be incurred as well on the petition of Messrs. Nap. Aubin and others, as the fees of the said council and the publication of the said notices be paid by all the signers of the petition and the interested parties, and that Mr. Adj. Gagné, special superintendent, be authorized to collect all the costs incurred and to be incurred of the interested parties and the petitioners.

Passed unanimously.

Given in the town of Saint Germain de Rimouski, on the tenth day of November, one thousand nine hundred and six.

True copy of the minutes and deliberations of the said council.

C. A. ST. PIERRE,
S. T. M. C. F. D. C. R.

The foregoing resolution was approved by the Lieutenant Governor in Council, on the second day of November, one thousand nine hundred and six.

C. A. ST. PIERRE,
S. T. M. C. F. D. C. R.

3666

REGLEMENT DE " LE CLUB OLYMPIQUE " A BY-LAW OF " LE CLUB OLYMPIQUE "

Approuvé le 8 novembre 1906.

Résolu, que le siège principal des affaires de " Le Club Olympique " soit et est par le présent transféré de Saint-Vincent de Paul en la cité de Montréal.

M^{rs} Je, Edmond Carrière, secrétaire de " Le Club Olympique ", certifie que la présente est une vraie et fidèle copie du règlement du dit club

EDMOND CARRIERE,

3693

Secrétaire.

Dame Léda Dumont, épouse de Napoléon Jean, de Sainte-Rose du Déglé, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari, sous le No 3719 des dossiers de la cour supérieure du district de Kamouraska.

W. A. POTVIN,

Avocat de la demanderesse.

Fraserville, 2 novembre 1906.

3685

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2315.

Dame Annie E. Valiquet, épouse commune en biens de Arthur Johnson Whimbey, de la ville de Saint-Lambert, district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

STEPHENS & HARVEY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 5 novembre 1906.

3673

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 699.

Dame Pearl Rosen, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Hiam Lehrer, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Hiam Lehrer, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

H. A. HUTCHINS,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 13 novembre 1906.

3715

Dame Alice Julien, dûment autorisée en justice, a institué une action en séparation de biens contre son époux, Francis *alias* François-Xavier Darveau, marbrier, de la ville de Grand'Mère, le neuvième jour de novembre courant.

J. B. DALPHOND,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 12 novembre 1906.

3721

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 135.

Emma Arcand, épouse de Albin Rainville, de Rougemont, comté de Rouville, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

LOUIS PHILIPPE FOURNIER,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 5 novembre 1906.

3617-2

Une action en séparation de biens a été instituée le 8 octobre courant, à la cour supérieure du district de Montréal, sous le numéro 2944 des archives de cette cour, par Dame Esther Long, du village de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de Octave Blanchet, des mêmes lieux, charpentier, contre le dit Octave Blanchet.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 15 octobre 1906.

3459.5

Passed on the 8th November, 1906.

Resolved, that the head office of " Le Club Olympique " be and the same is hereby changed from Saint Vincent de Paul to the city of Montreal.

I, Edmond Carriere, secretary of " Le Club Olympique, " be certify the foregoing as a true and correct copy of a by law of the said company.

EDMOND CARRIERE,

3694

Secretary.

Dame Léda Dumont, wife of Napoléon Jean, of Sainte-Rose du Déglé, has taken, to day, an action for separation as to property against her husband, under No. 3719 of the records of the superior court, district of Kamouraska.

W. A. POTVIN,

Attorney for plaintiff.

Fraserville, 2nd November, 1906.

3686

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2315.

Dame Annie E. Valiquet, wife common as to property of Arthur Johnson Whimbey, of the town of Saint Lambert, district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

STEPHENS & HARVEY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 5th November, 1906.

3674

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 699.

Dame Pearl Rosen, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hiam Lehrer, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Hiam Lehrer, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against the defendant.

H. A. HUTCHINS,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 13th November, 1906.

3716

Dame Alice Julien, duly authorized by law, has brought a suit for separation of property against her husband, Francis *alias* François Xavier Darveau, marble cutter, of the town of Grand'Mère, on the ninth day of November instant.

J. B. DALPHOND,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 12th November, 1906.

3722

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 135.

Emma Arcand, wife of Albin Rainville, of Rougemont, in the county of Rouville, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

LOUIS PHILIPPE FOURNIER,

Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinth, 5th November, 1906.

3618

An action for separation as to property was instituted on the 8th October instant, in the superior court for the district of Montreal, under No 2944 of the records of said court, by Dame Esther Long, of the village of Verdun, district of Montreal, wife common as to property of Octave Blanchet, of the same place, carpenter, against the said Octave Blanchet.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th October, 1906.

3460

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 1407.
 Dame Maggie Carmichael, des cité et district de
 Montréal, épouse commune en biens de John
 Alexander Dawson, du même lieu, la dite Dame
 Maggie Carmichael dûment autorisée à ester en
 justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit John Alexander Dawson, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée,
 ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.
 PATTERSON & BROWN,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 27 octobre 1906. 3545.3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 3012.
 Dame Anathalie Lebrun, épouse commune en
 biens de Louis Lafontaine, perruquier, des cité et
 district de Montréal, a, ce jour, institué une action
 en séparation de biens contre son époux.
 J. A. DAVID,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 17 octobre 1906. 3457.5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1472.
 Dame Marie Dupuy, de la cité et du district de
 Montréal, épouse commune en biens de Théophile
 Sagola, menuisier, ci-devant du même lieu, mainte-
 nant de lieux inconnus, dûment autorisée à ester
 en justice, a, ce jour, institué une action en sé-
 paration de biens contre son dit mari.
 BEAUDIN, LORANGER &
 ST. GERMAIN,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 22 octobre 1906. 3523.4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 596.
 Dame Regina Goldwater, des cité et district de
 Montréal, épouse commune en biens de Samuel
 Freedman, du même lieu, autorisée à ester en
 justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Samuel Freedman, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée,
 ce jour, contre le défendeur.
 JACOBS & GARNEAU,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 22 octobre 1906. 3491.4

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No 1514.
 Dame Octavie Lemaitre, de Québec, épouse com-
 mune en biens de Louis Zéphirin Richer, du
 même lieu, mécanicien, dûment autorisée à ester
 en justice par décret judiciaire, Demanderesse ;
 vs
 Louis Zéphirin Richer, de Québec, mécanicien,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le vingt-cinquième jour d'octobre
 courant.
 L. E. O. PAYMENT,
 Procureurs de la demanderesse.
 Québec, 26 octobre 1906. 3537.4

Cour Supérieure.—District de Montréal.

* Dame Amanda Dalpé, épouse commune en biens de
 Elie Gauthier, forgeron, de la paroisse de Varennes,
 dans le comté de Verchères, district de Richelieu,
 dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1407.
 Dame Maggie Carmichael, of the city and district
 of Montreal, wife common as to property of John
 Alexander Dawson, of the same place, the said
 Dame Maggie Carmichael duly authorized to ester
 en justice, Plaintiff ;
 vs
 The said John Alexander Dawson, Defendant.
 An action for separation as to property was, this
 day, taken by plaintiff against defendant.
 PATTERSON & BROWN,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 27th October, 1906. 3546

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No 3012.
 Dame Anathalie Lebrun, wife common as to prop-
 erty of Louis Lafontaine, hair-dresser, of the city
 and district of Montreal, has, this day, instituted
 an action for separation as to property against her
 husband.
 J. A. DAVID,
 Advocate for plaintiff.
 Montreal, 17th October, 1906. 3458

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1472.
 Dame Marie Dupuy, of the city and district of
 Montreal, wife common as to property of Theo-
 phile Sagola, carpenter, heretofore of the same
 place, and now of parts unknown, duly authorized
 to ester en justice, has, this day, instituted an
 action for separation as to property from her said
 husband.
 BEAUDIN, LORANGER &
 ST. GERMAIN,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 22nd October, 1906. 3524

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 596.
 Dame Regina Goldwater, of the city and district of
 Montreal, wife common as to property of Samuel
 Freedman, of the same place, duly authorized to
 ester en justice, Plaintiff ;
 vs
 The said Samuel Freedman, Defendant.
 An action for separation as to property has, this
 day, been instituted against defendant.
 JACOBS & GARNEAU,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 22nd October, 1906. 3492

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 No. 1514.
 Dame Octavie Lemaitre, of Quebec, wife common
 as to property of Louis Zéphirin Richer, of the
 same place, machinist, duly authorized to appear
 in judicial proceedings, Plaintiff ;
 vs
 Louis Zéphirin Richer, of Quebec, machinist,
 Defendant.
 An action for separation of property has been
 instituted in this cause, on the twenty fifth day of
 October instant.
 L. E. O. PAYMENT,
 Attorney for plaintiff.
 Quebec, 26th October, 1906. 3538

Superior Court—District of Montreal.

Dame Amanda Dalpé, wife common as to prop-
 erty of Elie Gauthier, blacksmith, of the parish of
 Varennes, in the county of Verchères, district of
 Richelieu, duly authorized to ester en justice, has,

jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 8 novembre 1906. 3659-2

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 202.

Dame Caroline Coutu, de Saint-Jean-Port-Joli, ci-devant veuve de Thomas Foster, de la cité de Montréal, électricien, et maintenant épouse de François Lavallée, de Saint-Jean-Port-Joli, marchand, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit François Lavallée, Défendeur.
Une action en séparation de bien a été intentée, ce jour, en cette cause.

DIONNE & DIONNE,
Procureurs de la demanderesse.
Montmagny, 30 octobre 1906. 3583-3

this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 8th November, 1906. 3660

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court*
No. 202.

Dame Caroline Coutu, of Saint Jean Port Joly, formerly widow of Thomas Foster, of the city of Montreal, electrician, and now wife of François Lavallée, of Saint Jean Port Joly, merchant, duly authorized to appear in judicial proceeding,
Plaintiff ;

vs
The said François Lavallée, Defendant.
An action for separation of property has, this day, been instituted in this cause.

DIONNE & DIONNE,
Attorneys for plaintiff.
Montmagny, 30th October, 1906. 3584

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Gross & Feldman, marchands de fourrures en gros, Montréal, Insolubles ;

et
L. Schafer & Cie, marchands, de Montréal, Requérants.

Avis est par le présent donné que les dits insolubles ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dit district.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. gardiens provisoires.
55, rue Saint-François Xavier, Montréal. 3663
Montréal, 7 novembre 1906.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de "Montreal Jewelry Co.," Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividendes a été préparé dans la susdite affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 5e jour de décembre 1906, le ou après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint Jacques.
Montréal, 17 novembre 1906. 3691

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de "Canadian Trading Co." (S. M. Pearson), Sorel, Failli.

Avis est par le présent donné que le 5e jour de novembre 1906, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 12 novembre 1906. 3689

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Gross & Feldman, wholesale fur mfgers, Montreal, Insolvents ;

and
I. Schafer & Co., merchants, of Montreal, Claimants.

Notice is hereby given that the said insolvents have made, this day, a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the office of the protonotary of the superior court for the district of Montreal, at Montreal, said district.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. prov. guardians.
55, Saint François Xavier street, Montreal. 3664
Montreal, 7th November. 1906.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Montreal Jewelry Co., Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be open to objection until 5th December, 1906, on or after which date dividends will be payable at the offices of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 17th November, 1906. 3692

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Canadian Trading Co. (S. M. Pearson), Sorel, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 5th day of November, 1906, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street, Montreal.
Montreal, 12th November, 1906. 3690

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Z. D'Aoust, Montréal, Insolvable.
 Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux, 55, rue Saint-François-Xavier, le ou après le 5 décembre 1906.
 Toute contestation à ce dividende doit nous être déposée à nos bureaux avant la date sus-mentionnée.
 P. J. CHARTRAND,
 P. L. TURGEON,
 Curateurs conjoints.
 55, rue Saint-François-Xavier, Montréal. 3717

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Baril & Desrosiers, Montréal, Insolvable.
 Avis est donné que le 13 jour de novembre 1906, j'ai été nommé par ordre de la cour, curateur aux biens de la dite faillite.
 Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.
 H. LAMARRE,
 Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 14 novembre 1906. 3719

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de "Star Shirt & Overall Co.," Montréal, Faillite.
 Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé dans la susdite affaire, et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le 4^e jour de décembre 1906, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

ARTHUR W. WILKS,
 J. WILFRID MICHAUD,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
 205, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 17 novembre 1906. 3727

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 The McClary Manufacturing Co.,
 Demanderesse ;

George H. Allen, vs Défendeur et failli.
 Avis est par le présent donné que le quatorzième jour de novembre 1906, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées dans mon bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

JOHN J. GRIFFITH,
 Curateur.

Sherbrooke, 14 novembre 1906. 2723

Règles de Cour

Province de Québec, }
 District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
 No. 298,
 Auguste Pacaud, Demandeur ;

David Roy et Majorique Drouin, vs et Défendeurs ;
 et Opposant.

Joseph Gagnon,
 Vu l'insolvabilité allégué du défendeur, Majorique Drouin, tel que mentionné dans la motion de l'opposant, il est ordonné que les créanciers du dit défendeur, Majorique Drouin, soient appelés par un avis à être publié deux fois en langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, enjoin-

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Z. D'Aoust, Montreal, Insolvent.
 A first and final dividend has been prepared and will be payable at our offices, 55, Saint François Xavier, on or after the 5th of December, 1906.
 Any contestation of dividend must be deposited with us before the date above mentioned.
 P. J. CHARTRAND,
 P. L. TURGEON,
 Joint curators.
 55, Saint François Xavier, Montreal. 3718

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Baril & Desrosiers, Montreal, Insolvents.
 Notice is given that on the 13th day of November, 1906, by order of this court, I have been appointed curator to the estate.
 Sworn claims, must be filed at my office within on month from this date.
 H. LAMARRE,
 Curator.

Office : 99, Saint James street,
 Montreal, 14th November, 1906. 3720

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Star Shirt & Overall Co., Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be open to objection until Tuesday, 4th December, 1906, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
 J. WILFRID MICHAUD,
 Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
 205, Saint James street,
 Montreal, 17th November, 1906. 3728

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 The McClary Manufacturing Co.,
 Plaintiff ;

George H. Allen, vs Defendant and insolvent.
 Notice is hereby given that on the fourteenth day of November, 1906, by order of the court, I was appointed curator to the estate of above defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath, at my office, 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

JOHN J. GRIFFITH,
 Curator.

Sherbrooke, 14th November, 1906. 2724

Rules of Court

Province of Quebec, }
 District of Beauce. } *Superior Court.*
 No. 298,
 Auguste Pacaud, Plaintiff ;

David Roy and Majorique Drouin, vs and Défendants ;
 and Opposant.

Joseph Gagnon,
 Seeing the alleged insolvency of the defendant, Majorique Drouin, in the opposant's motion, it is ordered that the creditors of the said defendant, Majorique Drouin, be called in by two publications in the french and english languages, in the *Quebec Official Gazette*, ordering the said creditors to file

gnant aux dits créanciers de produire entre nos mains leurs réclamations dans les quinze jours de la première insertion du présent avis.

VEZINA & FERRON,
Prothonotaire, Beauce.

Bureau du Prothonotaire,
St-Joseph, Beauce, 14 novembre 1906.

3725

Canada, }
Province de Québec, } *Cour de Circuit—Mégantic.*
District d'Arthabaska. }

No 1268.

Le vingt-cinquième jour d'octobre 1906.

Wm. Craft *et al*, Demandeurs ;
vs
Odias Rodrigue, Défendeur ;
et

Bernier & Allard, Opposants.

Sur l'ordre de l'honorable juge Albert Malouin, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Odias Rodrigue, de la ville de Thetford Mines, dans le district d'Arthabaska, défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du greffier de la cour de circuit, dans et pour le comté de Mégantic, siégeant à Inverness, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

J. G. ROUSSEAU,

3683

G. C. C.

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 30.

Le trentième jour d'octobre mil neuf cent six.

Devant le protonotaire.

Octave Gaudet, Demandeur ;
vs
Joseph Roy, Défendeur ;
et

Médard Luneau, Opposant.

Vu l'insolvabilité alléguée du défendeur, tel que mentionné dans la motion de l'opposant, il est ordonné que les créanciers du dit défendeur soient appelés par un avis à être publié deux fois, en langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, enjoignant aux dits créanciers de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

P. C. COTE,

3605-2

P. C. S.

Ventes par le Sherif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Chicoutimi, à savoir : } VITAL ELZEAR PARADIS, de la cité de Québec, curateur ; contre MEDERIC DUCHAINE, charron et commerçant de meubles, de la ville de Chicoutimi, insolvable.

Un lopin de terre ou emplacement mesurant soixante pieds du sud au nord et soixante et dix pieds de l'est à l'ouest, formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sous le numéro deux cent soixante et dix neuf (279), lequel emplacement situé dans l'angle sud-est de ce lot est borné vers le nord partie par le terrain de Ludger Alain, écuyer, avocat, et partie

their claims within fifteen days from the date of the first inserting of the present notice.

VEZINA & FERRON,
Prothonotaire, Beauce.

Prothonotary's office,
Saint Joseph, Beauce, 14th November, 1906.

3726

Canada, }
Province of Quebec, } *Circuit Court.—Mégantic.*
District of Arthabaska. }

No. 1268.

The twenty fifth day of October, 1906.

Wm. Craft *et al*, Plaintiffs ;
vs
Odias Rodrigue, Defendant ;
and

Bernier & Allard, Opponents.

By an order of the Honorable judge Albert Malouin, given this day, seeing the allegation of insolvability of the said Odias Rodrigue, of the town of Thetford Mines, in the district of Arthabaska, defendant, the creditors of the said defendant who should have not yet produce their claims, are now called upon to produce them in this cause, at the office of the clerk of the circuit court, in and for the county of Mégantic, sitting at Inverness, within the fifteen days of the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673 and 674, of the code of civil procedure.

J. G. ROUSSEAU,

3684

C. C. C.

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 30.

The thirtieth day of October, one thousand nine hundred and six.

Before the prothonotary.

Octave Gaudet, Plaintiff ;
vs
Joseph Roy, Defendant ;
and

Médard Luneau, Opposant.

Seeing the alleged insolvency of the defendant, as stated in the opposant's motion, it is ordered that the creditors of the said defendant be called in by a notice twice published in the french and english languages, in the *Quebec Official Gazette*, requiring said creditors to file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order.

P. C. COTE,

3606

P. S. C.

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

CURATOR'S WARRANT

Chicoutimi, to wit : } VITAL ELZEAR PARADIS, of the city of Québec, curator ; against MEDERIC DUCHAINE, wheelwright and furniture dealer, of the town of Chicoutimi, Insolvent.

A lot or parcel of land measuring sixty feet from south to north and seventy feet from east to west, forming part of the lot known and designated on the official cadastre of the town of Chicoutimi, under the number two hundred and seventy-nine (279), such parcel of land being situate on the south-east corner of the said lot and is bounded on the north partly by the land of Ludger Alain, esquire, advo-

par le terrain du docteur Warren, vers l'est par l'avenue Sainte-Anne, vers le sud par le terrain de Napoléon Gagnon, représentant Octave April, et vers l'ouest encore par le terrain de M. Alain, représentant Joseph Pelletier—avec ensemble la maison à deux étages lambrissée en briques dessus érigées et autres dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif sousigné, au palais de justice, à Chicoutimi, le VINGT-HUITIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 20 octobre 1906. [Première publication, 27 octobre 1906.]

O. BOSSE,

Shérif.
3511.2

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } AIME TOUSSAINT, de No 1589. } Limoilou, marchand, gérant de la société en commandite, faisant affaires en la cité de Québec, comme marchand et fabricant de vins et liqueurs, sous le nom de A. Toussaint & Co, Demandeur ; contre NARCISSE HAMEL, de Chicoutimi, Défendeur.

Un certain lopin de terre ou emplacement comprenant le lot connu et désigné au cadastre officiel pour le quartier centre de la ville de Chicoutimi, sous le numéro trois cent quinze, lequel mesure cinquante-deux pieds de front sur cinquante pieds de profondeur, et contenant une superficie d'environ deux mille six cents pieds à la mesure anglaise, et aussi la partie est du lot connu et désigné au même cadastre officiel sous le numéro trois cent seize, situé en arrière et au nord du dit lot trois cent quinze, laquelle partie de lot mesure cinquante-deux pieds de largeur sur environ cinquante-huit pieds de profondeur, et se trouve borné au sud par le dit lot numéro trois cent quinze, à l'est par le numéro trois cent quatorze, et appartenant aux représentants légaux de feu Xavier St. Jean, au nord par le numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf, appartenant à Gédéon Tremblay, et à l'ouest par l'autre partie du dit lot trois cent seize, appartenant aux représentants légaux de feu sieur Eusèbe Lévesque—avec toutes les bâtisses dessus érigées et autres dépendances ; sauf à distraire de cette partie du dit lot trois cent seize, toute cette partie de cet emplacement du côté nord d'icelui vendu à la compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, et actuellement occupée par celle-ci pour les fins de son chemin de fer.

Pour être vendu au bureau du shérif sousigné, au palais de justice, à Chicoutimi, le VINGT-HUITIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 22 octobre 1906. [Première publication, 27 octobre 1906.]

O. BOSSE,

Shérif.
3513.2

Ventes par le Shérif—Montréal

VIS PUBLICO est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LOUIS PACIFIQUE No 17338. } VENNE, marchand de ferronneries, de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de JOSEPH MENARD, entrepreneur de canaux, de Montréal, en sa qualité de tuteur dument nommé aux enfants mineurs issus du mariage en première nocces de feu dame Jessie

cate, and partly by the land of doctor Warren, on the east by Saint Ann's avenue, on the south by the land of Napoléon Gagnon, representing Octave April, and on the west by the land of Mr. Alain, representing Joseph Pelletier—together with the two story frame house lined with brick thereon erected and other dependencies.

To be sold at the office of the undersigned sheriff, in the court house, at Chicoutimi, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Chicoutimi, 20th October, 1906. [First published, 27th October, 1906.]

O. BOSSÉ,

Sheriff.
3512

FIERI FACIAS.

Superior Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi to wit : } AIME TOUSSAINT, of No. 1589. } Limoilou, merchant, manager of the limited partnership carrying on business in Québec, as merchant and manufacturer of wines and liquors, under the name of "A. Toussaint & Co", Plaintiff ; against NARCISSE HAMEL, of Chicoutimi, Defendant.

A certain lot or parcel of land comprising the lot known and designated on the official cadastre for the centre ward of the town of Chicoutimi, under the number three hundred and fifteen, which measures fifty two feet in front by fifty feet in depth, and contains superficies of about two thousand six hundred feet, english measure, and also the eastern part of the lot known and designated on the same official cadastre under the number three hundred and sixteen, situated in rear and to the north of the said lot three hundred and fifteen ; which portion of the lot measures fifty two feet in width by about fifty eight feet in depth, and is bounded on the south by the said lot three hundred and fifteen, on the east by lot number three hundred and fourteen, belonging to the legal representatives of the late Xavier St Jean, on the north by number two hundred and ninety nine, belonging to Gédéon Tremblay, and on the west by the other portion of the said lot three hundred and sixteen, belonging to the legal representatives of the late Eusèbe Lévesque—with all the buildings thereon erected and other dependencies ; to be excepted from such portion of the said lot three hundred and sixteen ; all that part of the said parcel of land to the north of that sold to the Quebec & Lake St John Railway Company, and at present occupied by it for the purposes of its railway.

To be sold at the office of the undersigned sheriff, in the court house, at Chicoutimi, on the TWENTY EIGHTH day of the month of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Chicoutimi, 22nd October, 1906. [First published, 27th October, 1906.]

O. BOSSE,

Sheriff
3514

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } LOUIS PACIFIQUE No. 17338. } VENNE, hardware merchant, of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOSEPH MENARD, canal contractor, of Montreal, in his quality of tutor duly appointed to the minor children issue of the marriage of the late Dame Jessie Côté with the late David Laforest, in

Côté avec feu David Laforest, en son vivant cultivateur, de Saint-Urbain, dans le comté de Charlevoix ; la dite dame Jessie Côté, devenue en deuxième nocces, épouse contractuellement séparée de biens de Victor Létourneau, journalier, tous deux de Montréal, Défendeur.

Saisi comme appartenant et en la possession du dit défendeur à qualité, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal—avec bâtisses y érigées ; borné en front par la rue Saint-Germain, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, sous le numéro cent cinquante et un (151), de la subdivision officielle du numéro primitif cinquante (50).

Pour être vendu en mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 14 novembre 1906.
[Première publication, 17 novembre 1906.]

Shérif,
3713

his lifetime farmer, of St. Urbain, in the county of Charlevoix ; the said Dame Jessie Côté having become, by her second marriage, the wife separated as to property by marriage contract of Victor Létourneau, laborer, both of Montreal, Defendant.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant in his quality, the following immovable, to wit :

A lot of land situate in Hochelaga ward, of the city of Montreal—with buildings thereon erected ; bounded in front by Saint Germain street, known and described on the official plan and book of reference of Hochelaga village, as number one hundred and fifty one (151), of the official subdivision of the primitive lot number fifty (50).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 14th November, 1906.
[First published, 17th November, 1906.]

Sheriff,
3714

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } H O R A C E A. H U T -
No. 58. } C H I N S, de la ville de
Westmount, dans le district de Montréal, conseil
en Loi du Roi, Demandeur ; contre les terres et
tenements de GODFREY WEIR, des cité et district
de Montréal, en sa qualité d'exécuteur des biens de
feu Dame Elizabeth Somerville Weir, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, à qualité, les immeubles suivants, à savoir :

1° Un emplacement situé dans la ville de Westmount, étant la subdivision numéro douze, du lot officiel deux cent quinze (No 215-12), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, le dit emplacement ayant cinquante pieds de largeur en front, et en arrière sur cent trente-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—ensemble avec deux bâtisses en construction lambrissées en briques sus-érigées, portant les numéros civiques quatre cent quatre-vingt-six et quatre cent quatre-vingt-huit, avenue Victoria, dans la dite ville de Westmount.

2° Un emplacement dans la dite ville de Westmount, formant partie de la partie non-subdivisée du lot officiel numéro deux cent vingt, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant cent seize pieds de largeur en front et la même mesure en arrière, sur cent quarante-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et tel qu'enclos avec les présents murs et clôtures ; borné en front par l'avenue Lansdowne, en arrière par les subdivisions numéro soixante et dix, numéro soixante et onze et numéro soixante et douze, du lot officiel numéro deux cent dix-neuf (Nos 219-70, 219-71, 219-72), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, du côté nord-ouest par la dite subdivision numéro quarante (No 40), du dit lot officiel numéro deux cent vingt (No 220-40), des dits plan et livre de renvoi officiels, et du côté sud-est par une autre partie de la partie non-subdivisée du dit lot officiel numéro deux cent vingt (No 220).

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 13 novembre 1907.
[Première publication, 17 novembre 1906.]

Shérif,
3687

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } T H E R O Y A L T R U S T
No 2594. } C O M P A N Y, corps poli-
tique et incorporé, ayant son principal bureau dans
les cité et district de Montréal, en sa qualité d'exé-
cutrice dûment nommée aux biens de feu James G.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } H O R A C E A. H U T C H I N S,
No. 58. } of the town of Westmount,
in the district of Montreal, King's Counsel, Plain-
tiff ; against the lands and tenements of GODFREY
WEIR, of the city and district of Montreal, in his
quality of executor to the estate of the late Dame
Elizabeth Somerville Weir, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, à qualité, the following immoveables, to wit :

1. An emplacement situate in the town of Westmount, being subdivision number twelve, of official lot two hundred and fifteen (No. 215-12), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, the same being fifty feet in width in front, and rear by one hundred and thirty five feet in depth, english measure, more or less—together with the two frame buildings encased in brick thereon erected, bearing the civic numbers four hundred and eighty six and four hundred and eighty eight, Victoria avenue, in said town of Westmount.

2. An emplacement in the said town of Westmount, forming part of the unsubdivided portion of official lot two hundred and twenty, of the official plan and book of reference for the parish of Montreal, containing one hundred and sixteen feet in width in front and of the same measure in rear, by one hundred and forty four feet in depth, english measure, more or less, and as enclosed within the present walls and fences ; bounded in front by Lansdowne avenue, in rear by subdivisions number seventy, number seventy one and number seventy two, of official lot number two hundred and nineteen (Nos. 219-70, 219-71, 219-72), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, on the north west side by said subdivision number forty (No. 40), of said official lot number two hundred and twenty (No. 220-40), of said official plan and book of reference, and on the south east side by another part of the unsubdivided part of said official lot number two hundred and twenty (No. 220).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 13th November, 1906.
[First published, 17th November, 1906.]

Sheriff,
3688

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } T H E R O Y A L T R U S T C O M -
No. 2594. } P A N Y, a body politic and
incorporate, having its head office in the city and district of Montreal, in his quality of executor duly appointed to the estate of the late James G. How-

Howden, en son vivant des cité et district de Montréal, marchand de quincaillerie, Demanderesse; contre les terres et tenements de GODFREY WEIR, des cité et district de Montréal, en sa qualité de seul exécuteur survivant des biens de feu Elizabeth Somerville Weir, en son vivant de Montréal susdit, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur esqual, les immeubles suivants, à savoir :

1° Un emplacement formant partie de la partie non subdivisée du lot officiel numéro deux cent vingt (220), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant quarante-huit pieds de largeur en front et en arrière, sur cent dix-neuf pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, tels qu'enclos dans les présents murs et clôtures; borné en front par l'avenue Western, dans la ville de Westmount, en arrière et des deux côtés par la partie restante de la partie non subdivisée du lot numéro deux cent vingt (220). La ligne de côté nord-est du dit emplacement est parallèle à icelui, et de quarante-huit (48) pieds, mesure anglaise, des lignes de côté sud-ouest de l'avenue Lansdowne—avec une bâtisse en construction sus-érigée, avec remise en construction en arrière et portant le numéro civique quatre mille sept cent treize, avenue Western.

2° Un autre emplacement formant partie de la partie non subdivisée du lot officiel numéro deux cent vingt (220), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant quarante-huit pieds de largeur en front et en arrière sur cent dix-neuf pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, tel qu'enclos dans les présents murs et clôtures; borné en front par la dite avenue Western, de la dite ville de Westmount, en arrière et du côté nord-est par d'autres parties de la dite partie non subdivisée du lot officiel numéro deux cent vingt (220), et au sud-ouest par le numéro de subdivision soixante et neuf, du lot officiel numéro deux cent dix-neuf (219-69), des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec une bâtisse en construction sus-érigée, avec remise en construction en arrière et portant le numéro civique quatre mille sept cent vingt et un, avenue Western.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 14 novembre 1906. Shérif, 3711
[Première publication, 17 novembre 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARIE VIRGINIE GIROUX, des cité et district de Montréal, veuve de feu Alexis Normandin, son vivant comptable, de Watertown, dans l'état de New-York, un des états unis d'Amérique, Demanderesse; contre les terres et tenements de JEAN-BAPTISTE STANISLAS BIRON, des cité et district de Montréal, tant personnellement que comme curateur à Dame Edwidge Aymond, de la ville de Notre-Dame de Grâce, district de Montréal, veuve de feu Jean-Baptiste Biron, en son vivant bourgeois, de Montréal susdit, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur, en sa qualité de curateur à la dite Dame Edwidge Aymond, la moitié indivise des immeubles suivants, savoir :

1° D'un lot de terre situé dans le quartier Saint-Joseph, de la cité de Montréal—avec bâtisses y érigées, formant l'encoignure sud-est des rues Saint-Antoine et des Seigneurs, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, sous le No 351.

2° D'un autre emplacement situé dans le quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal—avec voûte en pierre et maison en bois dessus cons-

den, in his lifetime of the city and district of Montreal, hardware merchant, Plaintiff; against the lands and tenements of GODFREY WEIR, of the city and district of Montreal, in his quality of sole surviving executor to the estate of the late Elizabeth Somerville Weir, in her lifetime of Montreal aforesaid, Defendant.

Seized, as belonging to the said defendant esqual., the following immovables, to wit :

1. An emplacement forming part of the unsubdivided part of official lot number two hundred and twenty (220), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing forty eight feet in width in front and rear, by one hundred and nineteen feet in depth, english measure, more or less, and as enclosed within the present walls and fences; bounded in front by Western avenue, in the town of Westmount, in rear and on both sides by the remaining part of unsubdivided part of lot number two hundred and twenty (220). The north east side line of said emplacement is parallel to, and forty eight feet, english measure, from the south west side lines of Lansdowne avenue—with a frame dwelling thereon erected, with frame shed in rear, and bearing the civic number four thousand seven hundred and thirteen, Western avenue.

2. Another emplacement forming part of the unsubdivided portion of official lot number two hundred and twenty, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing forty eight feet in width in front and rear, by one hundred and nineteen feet in depth, english measure, more or less, and as enclosed within the present walls and fences; bounded in front by Western avenue, in the said town of Westmount, in rear and on the north east side by other parts of said unsubdivided part of official lot number two hundred and twenty (220), and on the south west side by subdivision number sixty nine (69), of the official lot number two hundred and nineteen (219 69), of said official plan and book of reference of the parish of Montreal—with frame dwelling thereon erected, with frame shed in rear and bearing the civic number four thousand seven hundred and twenty one, Western avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 14th November, 1906. Sheriff, 3712
[First published, 17th November, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal to wit : } DAME MARIE VIRGINIE GIROUX, of the city and district of Montreal, widow of the late Alexis Normandin, in his lifetime accountant, of Watertown, in the state of New-York, one of the united states of America, Plaintiff; against the lands and tenements of JEAN BAPTISTE STANISLAS BIRON, of the city and district of Montreal, both personally and as curator to Dame Edwidge Aymond, of the town of Notre-Dame de Grâce, district of Montreal, widow of the late Jean-Baptiste Biron, in his lifetime of Montreal, bourgeois, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, in his capacity as curator to the said Dame Edwidge Aymond, the undivided half of the following immovables, to wit :

1. Of a lot of land situate in Saint Joseph ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected, forming the south east corner of Saint Antoine and des Seigneurs streets, known and designated on the official plan and book of reference for Saint Antoine ward, of the city of Montreal, under the No 351.

2. Of another lot of land situate in Sainte Anne's ward, of the city of Montreal—with a stone vault and wooden building thereon erected; bounded in

truites ; borné en front par la rue Saint-Henri, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Anne, sous le No 1853.

3° D'un autre emplacement situé dans le quartier Saint-Joseph, de la cité de Montréal—avec bâtisses y érigées, borné en front par la rue School House, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint Antoine, de la cité de Montréal, sous le No 750.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 24 octobre 1906. 3515.2
[Première publication, 27 octobre 1906.]

front by Saint Henri street, known and designated on the official plan and book of reference for the said Sainte Anne's ward, under the No. 1853.

3. Of another lot of land situate in Saint Joseph ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected ; bounded in front by School House street, known and designated on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, of the city of Montreal, under No. 750.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 24th October, 1906. 3516
[First published, 27th October, 1906.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.
Cour de Recorders.
Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC,
No 1586. } vs PIERRE LOUPRET,
à savoir :

Le lot No 3 (trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Mathias—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable le 29 septembre, à M. Victor Châteauevert, de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-ET-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 15 novembre 1906. 3731
[Première publication, 17 novembre 1906.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.
Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; vs
No 1715. } JOSEPH BERGERON,
à savoir :

Le lot No 1441 (mille quatre cent quarante et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Napoléon—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$3.00, payable le 29 juin, aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT ET UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 15 novembre 1906. 3729
[Première publication, 17 novembre 1906.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.
Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;
No 1653. } contre MARGARET
O'DOHERTY ET VIR, à savoir :

Le lot No 2364 (deux mille trois cent soixante-quatre), du cadastre officiel pour le quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un lot de terre situé sur la rue Champlain—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 31 octobre 1906. 3567.2
[Première publication, 3 novembre 1906.]

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.
Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; vs
No. 1586. } PIERRE LOUPRET, to
wit :

Lot No. 3 (three), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Saint Mathias street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$6.00, payable on the 29th of September, to Mr. Victor Châteauevert, of Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 15th November, 1906. 3732
[First published, 17th November, 1906.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.
Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; vs
No. 1715. } JOSEPH BERGERON, to
wit :

Lot No. 1441 (one thousand four hundred and forty-one), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Napoléon street—with the building thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$3.00, payable on the 29th of June, to the Reverend Ladies of the Hotel Dieu of Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Québec, 15th November, 1906. 3730
[First published, 17th November, 1906.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.
Québec, to wit : } THE CITY OF QUEREC ;
No 1653. } against MARGARET DO-
HERTY ET VIR, to wit :

Lot No. 2364 (two thousand three hundred and sixty-four), of the official cadastre for Champlain ward, of the city of Québec, being a lot situate on Champlain street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 31st October, 1906. 3568
[First published, 3rd November, 1906.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour de Circuit du comté de Champlain, district des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : **THE NATIONAL VOLATILE FRUITS PRODUCTS CO.**, compagnie incorporée ayant son siège principal d'affaires en la cité d'Ottawa, Demanderesse ; contre **JOSEPH DEZIEL**, Défendeur.

1° Un terrain situé en la ville de Grand'Mère, du contenu d'un arpent de largeur sur deux arpents de profondeur, plus ou moins ; tenant en front au chemin public, en profondeur à la petite rivière Walsh, à cinquante pieds de l'eau d'icelle rivière, d'un côté à François Davidson, et de l'autre côté par une rue ouverte, et maintenant connue et désignée comme faisant partie du lot numéro quatre-vingt-quinze (95), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la paroisse de Sainte-Flore.

2° Un terrain situé en la ville de Grand'Mère, mesurant environ deux arpents de longueur et environ un demi arpent de largeur, contenu dans les bornes suivantes : borné en front au chemin public ou des Piles, en profondeur à celui de Adolphe Chartier, d'un côté vers l'est à la rivière Grand'Mère, et vers l'ouest à Théodule Gignac, et connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre-vingt-seize (96), du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Flore.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le **DIX-NEUVIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **ONZE** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 14 novembre 1906. 3709
[Première publication, 17 novembre 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Trois-Rivières, à savoir : **THE HOME LIFE No. 13,052. ASSOCIATION OF CANADA**, corps incorporé ayant un bureau d'affaires à Montréal, district de Montréal. Demanderesse ; contre **DAME LEDA THIFFEAULT ET VIR**, Défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse :

Une terre située en la paroisse de Saint-Timothée, contenant le numéro six cent vingt et un (621) et une partie du numéro six cent vingt (620), du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Tite, de cinq arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur ; borné en front au chemin public du rang Saint-Pierre, en profondeur à la grande ligne, joignant du côté nord à Onésime Ayotte, et du côté sud à Joseph Guertin—ensemble avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Timothée, le **VINGT-NEUVIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **ONZE** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois Rivières, 24 octobre 1906. 3507.2
[Première publication, 27 octobre 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Trois-Rivières, à savoir : **THOMAS BUTEAU No. 260. et ALFRED PROULX**, tous deux fondateurs, de la ville de Victoriaville, et faisant affaires sous les nom et raison

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Circuit Court of the county of Champlain — District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : **THE NATIONAL VOLATILE FRUITS PRODUCTS CO.**, an incorporated company having its chief place of business in the city of Ottawa, Plaintiff ; against **JOSEPH DEZIEL**, Defendant.

1. A lot situate in the town of Grand'Mère, containing one arpent in width by two arpents in depth, more or less ; bounded in front by the public road, in rear by the little river Walsh, at fifty feet from the water of the said river, on one side by François Davidson, and on the other side by an open street, and now known as forming part of the lot number ninety five (95), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte-Flore.

2. A lot situate in the town of Grand'Mère, measuring about two arpents in length by about one half arpent in width, contained within the following limits : bounded in front by the public road or Piles road, in rear by that of Adolphe Chartier, on one side to the east by the river Grand'Mère, and on the west by Theodule Gignac, and known and described as forming part of the lot number ninety six (96), of the cadastre of the said parish of Sainte-Flore.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the **NINETEENTH** day of **DECEMBER** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 14th November, 1906. 3710
[First published, 17th November, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Three Rivers, to wit : **THE HOME LIFE No. 13,052. ASSOCIATION OF CANADA**, a body politic and corporate, having a place of business in Montreal, district of Montreal, Plaintiff ; against **DAME LEDA THIFFEAULT ET VIR**, Defendants.

As belonging to the female defendant :

A lot of land situate in the parish of Saint Timothée, containing No. six hundred and twenty one (621) and a portion of number six hundred and twenty (620), of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint Tite, five arpents in width by twenty arpents in depth ; bounded in front by the highway of Saint Peter's range, in depth by the main line, adjoining on the north side Onésime Ayotte, and on the south side Joseph Guertin—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Timothée, on the **TWENTY NINTH** day of **NOVEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 24th October, 1906. 3508
[First published, 27th October, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Three Rivers, to wit : **THOMAS BUTEAU No. 260. et ALFRED PROULX**, both founders, of the town of Victoriaville, and doing business under the name and style of "La

sociale de "La Fonderie de Victoriaville", Demandeurs; vs PHILIAS BLANCHETTE, Défendeur.

Un terrain sis et situé en la concession sud-ouest de la rivière Gentilly, dans la dite paroisse de Gentilly, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, division d'enregistrement numéro un, pour la dite paroisse de Gentilly, comme faisant partie du numéro trois cent trente-cinq (335), contenant quatre-vingt-huit pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir, à partir de la dite rivière à aller à trente pieds en arrière du corps principal du moulin du nommé Philiat Blanchette; borné en front à la rivière Gentilly, en profondeur et du côté sud au résidu du numéro trois cent trente-cinq, et du côté nord à un nommé Grandmont—avec une bâtisse en bois servant de moulin à scie, arbres de couche, poulies, bouilloire, tuyau, chaîne et scie ronde.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Gentilly, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif,	Shérif.
Trois-Rivières, 24 octobre 1906.	3509.2
[Première publication, 27 octobre 1906]	

Fonderie de Victoriaville," Plaintiffs; vs PHILIAS BLANCHETTE, Defendant.

A lot of land situate and being in the south west concession of Gentilly river, in the said parish of Gentilly, known and designated on the official plan and book of reference of the county of Nicolet, registration division number one, for the said parish of Gentilly, as forming part of lot number three hundred and thirty five (335), containing eighty-eight feet in front by such depth as it may have from the said river to thirty feet behind the main body of the mill belonging to the said Philiat Blanchette; bounded in front by the river Gentilly, in depth and on the south side by the remainder of the lot number three hundred and thirty five, and on the north side by one Grandmont—with a wooden building used as a saw mill, shafting, pulleys, boiler, pipes, chain and circular saw.

To be sold at the church door of the parish of Gentilly, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office,	Sheriff.
Three Rivers, 24th October, 1906.	3510
[First published, 27th October, 1906.]	

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 15 novembre 1906, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix pour le district de Montréal :

MM Peter Laing, marchand d, Wm Bumbray, entrepreneur, Thomas Hanley, tonnelier, Charles Alfred Workman, marchand-tailleur, Richard Turner, épicier, Henry Edward Webster, assistant-surintendant de l'hôpital Royal Victoria, et Arthur Tanguay, propriétaire, tous de la cité de Montréal.

3739

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 15th November, 1906, to associate the following persons to the commission of the peace for the district of Montreal :

Messrs. Peter Laing, merchant, Wm. Bumbray, contractor, Thomas Hanley, cooper, Charles Alfred Workman, merchant tailor, Richard Turner, grocer, Henry Edward Webster, assistant superintendent of the Royal Victoria Hospital, and Arthur Tanguay, proprietor, all of the city of Montreal.

3740

Avis du Gouvernement

Avis est par le présent donné que la compagnie "H. G. Vogel Company", autorisée à faire des opérations dans cette province, a nommé, par nouvelle procuration, M. William H. Whitehead, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son principal bureau d'affaires au No 30, rue Saint-George, Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 15 novembre 1906. 3735

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du douzième jour de novembre 1906, incorporant MM. Joseph Eugène Tanguay, comptable, Léo Denis, ingénieur électricien, Joseph de Salaberry Bossé, ingénieur mécanicien, Lawrence Arthur Cannon et Ferdinand Roy, avocats, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants, savoir :

Produire, manufacturer, fournir du gaz et courant électrique pour les fins d'éclairage, chauffage, pouvoir et autres objets pour lesquels le gaz et l'électricité peuvent être employés, et en disposer, et construire, maintenir et mettre en opération des travaux et tous autres objets nécessaires ou utiles pour la production, vendre et distribution d'iceux, pour les fins d'éclairage, chauffage et pouvoir, et de conduire, emmagasiner, vendre, transmettre,

Government Notices

Notice is hereby given that the "H. G. Vogel Company", authorized to do business in the province of Quebec, has, by a new power of attorney, appointed Mr. William H. Whitehead, of the city of Montreal, its principal agent, with its chief business office at No. 30, Saint George street, Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Québec, 15th November, 1906. 3736

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1906, incorporating MM. Joseph Eugène Tanguay, accountant, Léo Denis, electrical engineer, Joseph de Salaberry Bossé, mechanical engineer, Lawrence Arthur Cannon and Ferdinand Roy, advocates, all of the city of Quebec, for the following purposes, viz :

Produce, manufacture, supply and dispose of gas and electric current for the purposes of light, heat, power and another purposes for which gas and electricity may be used, and construct, maintain and operate works, and all other appliances necessary or useful for the production, sale and distribution thereof, for the purposes of light, heat and power, and to conduct, store, sell, convey, furnish supply or receive gas or electricity to or from any person

fournir, procurer ou recevoir le gaz ou l'électricité à ou de toute personne ou corporation dans aucun endroit dans les limites du district judiciaire de Québec.

Louer ou acquérir des tâtisses, matériels, effets, articles, marchandises et autre propriété, meubles et immeubles qui peuvent être nécessaires ou utiles en rapport à aucun des travaux ou opérations que la compagnie est autorisée à faire.

Acquérir toutes affaires ayant rapport aux objets de la compagnie, et les terrains, propriétés, privilèges, droits, contrats, actif et passif y appartenant, et de louer ou sous louer et vendre toute propriété de la compagnie, ou disposer autrement de toutes affaires, droits, privilèges, propriété ou entreprises de la compagnie à aucune personne ou compagnie.

Océroyer, louer ou acquérir des droits de patente, lettres patentes d'invention, procédés et options de faciliter la mise en opération d'aucun des objets de la compagnie, et en disposer.

Acquérir par achat ou autrement, les droits et privilèges d'autres compagnies ayant les mêmes objets et les exercer et en jouir complètement.

Acquérir des meubles et immeubles et les louer, aliéner et en disposer autrement ou les hypothéquer en faveur de fidei commissaires ou autrement et en général de faire toutes choses en rapport à la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "The Frontenac Gas Company", avec un fonds social de sept cent cinquante mille piastres (\$750,000.00), divisé en sept mille cinq cents (7500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires dans la province sera dans la cité de Québec.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quinzième jour de novembre 1906.

JOS. BOIVIN,

3737

Sous-secrétaire de la province.

Demande à la Législature

AVIS.

The "Glee Club Teutonia" s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de changer son nom, confirmer son incorporation et étendre ses pouvoirs.

GOLDSTEIN & BEULLAC,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 15 novembre 1906.

3757

Avis de Faillites

District de Chicoutimi.

Dans l'affaire de Alfred Bilodeau, Roberval, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 12 novembre 1906, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 15 novembre 1906.

3743

District de Rimouski.

In re H. Boulay & Cie., Sayabec, Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende

or corporation at any place within the limits of the judicial district of Quebec.

Lease or acquire buildings, plants, goods, wares, merchandises and other property, real or personal, which are deemed necessary or useful in connection with any of the works or operations which the company is authorized to carry on.

Acquire any business within any of the objects of the company, and lands, properties, privileges, rights, contracts, assets and liabilities appertaining thereto, and let or sublet any property of the company and sell or otherwise dispose of any business, rights, privileges, property or undertakings of the company to any person or company.

License, lease or acquire patent rights, letters patent of invention, processes and option to facilitate the carrying out of any of the objects of the company, and dispose thereof.

Acquire, by purchase or otherwise, the rights and privileges of other companies having similar objects and exercise and enjoy the same in their entirety.

To acquire moveable or immoveable property, and the same to lease alienate and otherwise dispose or hypothecate in favor of trustees or otherwise, and generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "The Frontenac Gas Company," with a capital stock of seven hundred and fifty thousand dollars (\$750,000), divided into seven thousand and five hundred (7500), shares of one hundred (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, is in the city of Quebec.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this fifteenth day of November, 1906.

JOS. BOIVIN,

3738

Deputy Provincial Secretary.

Application to the Legislature

NOTICE.

The Glee Club Teutonia will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to change its name, confirm its incorporation and extend its powers.

GOLDSTEIN & BEULLAC,

Solicitors for applicants.

Montreal, 15th November, 1906.

3758

Bankrupt Notices

District of Chicoutimi.

In the matter of Alfred Bilodeau, Roberval, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 12th November, 1906, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 15th November, 1906.

3744

District of Rimouski.

In re H. Boulay & Cie., Sayabec, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been pre-

été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 3 décembre 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 15 novembre 1906. 3741

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de John H. Rooney, de Douglastown, comté de Gaspé, marchand, insolvable.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations, dûment assermentées, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 15 novembre 1906. 3745

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

In re Gross & Feldman, marchands de fourrures,
Insolvables.

Avis est par le présent donné que le 15^e jour de novembre 1906, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 15 novembre 1906. 3755

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de J. Therrien et al, Demandeurs ;
vs

Joseph Giroux, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, par ordre de cette cour, le 13^e jour de novembre courant, j'ai été nommé curateur des biens du dit défendeur, pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous 30 jours, pour être colloquées pour dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 13 novembre 1906. 3749

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

In re J. B. A. Pelletier, Demandeur ;
vs

Edmond André, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, par ordre de cette cour, le treizième jour de novembre 1906, j'ai été nommé curateur aux biens du dit défendeur, qui en a fait cession pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours pour être colloquées pour dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 13 novembre 1906. 3747

pared in this matter, and will be open to objection until 3rd December, 1906, after which date this dividende will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 15th November, 1906. 3742

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of John H. Rooney, of Douglasstown, county of Gaspé, merchant, insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested, within a delay of thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators

Quebec, 15th November, 1906. 3746

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In re Gross & Feldman, fur merchants,
Insolvents.

Notice is hereby given that on the 15th day of November, 1906, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above-named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this notice.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François-Xavier street, Montreal.
Montreal, 15th November, 1906. 3756

Province of Québec, }
District of Montréal. } Superior Court.

In the matter of J. Therrien et al, Plaintiffs ;
vs

Joseph Giroux, Defendant.

Notice is hereby given that, by order of this court, on the 13th day of November, 1906, I was appointed curator to the property of above named, who made an assignment for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days to be collocated for the dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 13th November, 1906. 3750

Province of Québec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In re J. B. A. Pelletier, Plaintiff ;
vs

Edmond André, Defendant.

Notice is hereby given that, by order of this court, on the thirteenth day of November, 1906, I was appointed curator to the property of above named, who made an assignment for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days to be collocated for the dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 13th November, 1906. 3748

Règles de Cour

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2808.

Le sixième jour de novembre mil neuf cent six.

Judocus Bockstael, Demandeur ;

vs
Réné Viger et Olivier Marchesseault, tous deux
marchands, des cité et district de Montréal, et fai-
sant affaires à Montréal susdit et au Dominion
Park, dit district, ensemble et en société, comme
marchands de cigares, tabacs, etc., sous la raison
sociale de " Viger & Marchesseault ",
Défendeurs ;

et
A. H. Chambers, Avocat distrayant ;

et
The Emporium Cigar Company, Opposante.

Sur ordre de l'honorable juge Pagnuelo, de cette
cour, donné le sixième jour de novembre 1906, les
créanciers des dits René Viger *et al.*, les défen-
deurs en cette cause, qui n'auraient pas encore
produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à
les produire en cette cause, au bureau du protonotaire
de cette cour, dans les quinze jours de la date
de la première insertion du présent avis, dans la
Gazette Officielle de Québec, accompagnés d'un état
ou compte assermenté, en conformité à l'article 673
du code de procédure civile.

J. M. LAMOTHE,
Dép. P. C. S.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
Procureurs de l'opposante.

3751

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 601.

Le quatorzième jour de novembre mil neuf cent six.

Ovila Hogue, de la cité et du district de Montréal,
comptable, Demandeur ;

vs
A. T. Ogilvie, de la cité et du district de Montréal,
et E. Frank Mosely, de la ville de Westmount,
dans le district de Montréal, Défendeurs ;

et
Dame Margaret Watson, de la cité de Montréal,
veuve de feu John Ogilvie, en son vivant meu-
nier, du même lieu, *et al.*, es-qual.,
Tiers-saisis.

Sur ordre de cette cour, donné le quatorzième jour
de novembre 1906, les créanciers du dit A. T.
Ogilvie, l'un des défendeurs en cette cause, qui
n'auraient pas encore produit leurs réclamations,
sont maintenant appelés à les produire en cette
cause, au bureau du protonotaire de cette cour,
dans les quinze jours de la date de la première
insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de*
Québec, accompagnées d'un état ou compte asser-
menté, en conformité à l'article 673 du code de pro-
cédure civile.

J. A. GIRARD,
Député P. C. S.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
Procureurs du demandeur. 3753

Rules of Court

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No 2808.

The sixth day of November, nineteen hundred
and six.

Judocus Bockstael, Plaintiff ;

vs
Réné Viger and Olivier Marchesseault, both mer-
chants, of the city and district of Montreal, and
there and at Dominion Parkin, said district, doing
business together in partnership as dealers, in ci-
gars, tobacco, &c., under the name and firm of
" Viger & Marchesseault, "
Defendants ;

and
A. H. Chambers, *Avocat distrayant ;*

and
The Emporium Cigar Company, Opposant.

Under the order of the Honorable judge Pagnuelo,
of this court, given on the sixth day of November,
1906, the creditors of the said René Viger *et al.*, the
Defendants in this cause, who have not already filed
their claims, are now called upon to file them in
this cause in the office of the prothonotary of this
court, within fifteen days after the date of the first
insertion of the present notice, in the *Quebec Official*
Gazette, accompanied by statement or account with
proper vouchers, in accordance with article 673 of
the code of civil procedure.

J. M. LAMOTHE,
Dep. P. S. C.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
Attorneys for opposant.

3752

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No 601.

The fourteenth day of November, nineteen hundred
and six.

Ovila Hogue, of the city and district of Montreal,
accountant, Plaintiff ;

vs
A. T. Ogilvie, of the city and district of Montreal,
and E. Frank Mosely, of the town of Westmount,
in the district of Montreal. Défendants ;

and
Dame Margaret Watson, of the said city of Mon-
treal, widow of the late John Ogilvie, in his life-
time miller, of the same place, *et al.*, *esqual.*
Tiers-saisis.

Under the order of this court, given on the four-
teenth day of November, 1906, the creditors of the
said A. T. Ogilvie, one of the defendants in this
cause, who have not already filed their claims, are
now called upon to file them in this cause in the
office of the prothonotary of this court, within
fifteen days after the date of the first insertion of
the present notice, in the *Quebec Official Gazette*,
accompanied by statement or account with proper
vouchers, in accordance with article 673 of the code
of civil procedure.

J. A. GIRARD,
Deputy P. S. C.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
Attorneys for plaintiff. 3754

Index de la Gazette Officielle de Québec No 46.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :— Dmes Arcand vs Rainville, 1668 ; Carmichael vs Dawson, 1669 ; Coutu vs Lavallée, 1670 ; Dulpé vs Gauthier, 1669 ; Dumont vs Jean, 1668 ; Dupuy vs Sagola, 1669 ; Goldwater vs Freedman, 1669 ; Julien vs Darveau, 1668 ; Lebrun vs Lafontaine, 1669 ; Lemaître vs Richer, 1669 ; Long vs Blanchet, 1668 ; Rosen vs Lehrer, 1668 ; Valiquet vs Whimbey, 1668.

ANNONCEURS :—Avis aux :— Concernant avis, etc., 1651.

AVIS :— Cour d'Echiquier du Canada, 1657 ; La Cie de l'Aqueduc de Sainte-Elizabeth, 1656.

BILLS PRIVÉS :— Parlement fédéral :— Sénat et Chambre des Communes, 1657.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :— Avis au sujet des :— Assemblée législative, 1662 ; Conseil législatif, 1661.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :— H. G. Vogel Coy, 1678.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :— Canadian Nurses Association, 1666 ; Cité de Hull, 1665 ; Congregation Ahawath Achim of Montreal, 1666 ; Corporation du village de Notre-Dame-des-Neiges Ouest, 1632 ; Corporation du village de Bordeaux, 1665 ; Corporation de la ville de Notre-Dame-des-Neiges, 1665 ; Crédit Foncier Franco Canadien, 1665 ; Gault et al, 1664 ; Glee Club Teutonia, 1677 ; L'Association des Pompiers de Montréal, 1664 ; Les Frères de Saint-Vincent de Paul, 1666 ; Royal Highlanders of Canada Armoury Association, 1664.

ERRATUM :— Lire Fortier au lieu de Fortin, 1655.

FAILLIS :— Allen, 1671 ; André, 1680 ; Baril & Desrosiers, 1671 ; Boulay & Cie, 1679 ; Bilodeau, 1679 ; Canadian Trading Co, 1670 ; D'Aoust, 1671 ; Giroux, 1680 ; Gross & Feldman, 1670 ; Gross & Feldman, 1680 ; Montreal Jewelry Co, 1670 ; Rooney, 1680 ; Star Shirt & Overall Co, 1671.

LETTRES PATENTES :— Le Club Canadien, 1656 ; Manhattan Cobalt Mining Coy of Quebec, 1655.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :— Municipalité de la paroisse de Saint-Gérard, Magelia, comté de L'Assomption, 1657.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :— Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :— Divers numéros de la municipalité d'Inverness à Sainte-Anastasia, comté de Mégantic, 1657.

NOMINATIONS :— Commissaire pour recevoir affidavits :—1651.

Juge de paix sous l'article 2572 :—1652.

Juges de paix :— Districts d'Arthabaska, 1651 ; Québec, 1651 ; Saint François, 1651 ; Montréal, 1678.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :— Par Louis Albert Bédard, 1656.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 46.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :— Dmes Arcand vs Rainville, 1668 ; Carmichael vs Dawson, 1669 ; Coutu vs Lavallée, 1670 ; Dulpé vs Gauthier, 1669 ; Dumont vs Jean, 1668 ; Dupuy vs Sagola, 1669 ; Goldwater vs Freedman, 1669 ; Julien vs Darveau, 1668 ; Lebrun vs Lafontaine, 1669 ; Lemaître vs Richer, 1669 ; Long vs Blanchet, 1668 ; Rosen vs Lehrer, 1668 ; Valiquet vs Whimbey 1668.

ADVERTISERS :— Notice to :— Respecting notices, etc., 1651.

NOTICES :— Exchequer Court of Canada, 1657 ; La Cie de l'Aqueduc de Sainte Elizabeth, 1656.

PRIVATE BILLS :— Federal Parliament :— Senate and House of Commons, 1657.

PRIVATE BILLS, P. Q. :— Notices respecting the :— Legislative Assembly, 1662 ; Legislative Council, 1661.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :— H. G. Vogel Coy.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :— Canadian Nurses Association, 1666 ; City of Hull, 1665 ; Congregation Ahawath Achim of Montreal, 1666 ; Corporation of Notre-Dame-des-Neiges West, 1632 ; Corporation of the village of Bordeaux, 1665 ; Corporation of the town of Notre Dame des Neiges, 1665 ; Crédit Foncier Franco Canadien, 1665 ; Gault et al, 1664 ; Glee Club Teutonia, 1677 ; Montreal Firemens' Benefit Association, 1665 ; Les Frères de Saint Vincent de Paul, 1666 ; Royal Highlanders of Canada Armoury Association, 1664.

ERRATUM :— Read Fortier instead of Fortin, 1655.

INSOLVENTS :— Allen, 1671 ; André, 1680 ; Baril & Desrosiers, 1680 ; Bilodeau, 1679 ; Boulay & Cie 1679 ; Canadian Trading Co, 1670 ; Daoust, 1671 ; Giroux, 1680 ; Gross & Feldman, 1670 ; Gross & Feldman, 1680 ; Montreal Jewelry Co., 1670 ; Rooney, 1680 ; Star Shirt & Overall Coy, 1671.

LETTERS PATENT :— Le Club Canadien, 1656 ; Manhattan Cobalt Mining Coy of Quebec, 1655.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :— Municipality of the parish of Saint Gerard, Magella, county of L'Assomption, 1657.

SCHOOL MUNICIPALITY :— Application to annex or to erect, &c. :— Several numbers of the municipality of Inverness to Sainte Anastasia, county of Mégantic, 1657.

APPOINTMENTS :— Commissioners to receive affidavits, 1651.

Justices of the peace, under article 2572 :—1652.

Justices of the peace :— Districts of Arthabaska, 1651 ; Quebec, 1651 ; Saint Francis, 1651 ; Montreal, 1678.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :— By Louis Albert Bédard, 1656.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres, 1654 ; Paroisse de L'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie, 1652 ; Paroisse de Saint-Claude, 1653.

RÈGLES DE COUR :—Bockstael vs Viger et al, 1681 ; Craft et al vs Rodrigue, 1672 ; Gaudet vs Roy, 1672 ; Hogue vs Ogilvie & Watson, 1681 ; Pacaud vs Roy & Drouin, 1671 ; Sutherland vs Atlas, 1636.

RÉSOLUTIONS :—Conseil municipal du comté de Rimouski, No 1, 1666 ; Le Club Olympique, 1668.

VENTES PAR LES SHÉRIFS .

CHICOUTIMI :—Paradis vs Duchaine, 1672 ; Tous-saint vs Hamel, 1673.

MONTRÉAL :—Giroux (Dme) vs Biron et al, 1675 ; Hutchins vs Weir, 1674 ; The Royal Trust Coy vs Weir, 1674 ; Venne vs Ménard, 1673.

QUÉBEC :—La cité de Québec vs Bergeron (Dme), 1676 ; La cité de Québec vs Loupret, 1676 ; La cité de Québec vs O'Doherty, 1676.

TROIS-RIVIÈRES :—Buteau & Proulx vs Blanchette, 1677 ; The Home Life Association of Canada vs Dme Thiffault et vir, 1677 ; The National Volatile Fruits Products Co vs Deziel, 1677.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked, 1654 ; Parish of L'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie, 1652 ; Parish of Saint Claude, 1653.

RULES OF COURT :—Bockstael vs Viger et al, 1681 ; Craft vs Rodrigue, 1672 ; Gaudet vs Roy, 1672 ; Hogue vs Ogilvie & Watson, 1681 ; Pacaud vs Roy & Drouin, 1671 ; Sutherland vs Atlas, 1636.

RÉSOLUTIONS :—Municipal council, county of Rimouski, No. 1, 1666 ; Le Club Olympique, 1668.

SHERIFFS' SALES :

CHICOUTIMI :—Paradis vs Duchaine, 1672 ; Tous-saint vs Hamel, 1673.

MONTRÉAL :—Giroux (Dme) vs Biron et al, 1675 ; Hutchins vs Weir, 1674 ; The Royal Trust Coy vs Weir, 1674 ; Venne vs Ménard, 1673.

QUÉBEC :—The city of Quebec vs Bergeron (Dme), 1676 ; The city of Quebec vs Loupret, 1676 ; The city of Quebec vs O'Doherty, 1676.

THREE RIVERS :—Buteau & Proulx vs Blanchette, The Home Life Association of Canada vs Dme Thiffault et vir, 1677 ; The National Volatile Fruits Products Co vs Deziel, 1677.]

